

Tshisekedi assurément un stratège

Lire article page 8.

THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

international

SINCE 1989

N°1650 | LUNDI 8 DÉCEMBRE 2025 | 20 PAGES €7 \$8

Et vient
l'espoir



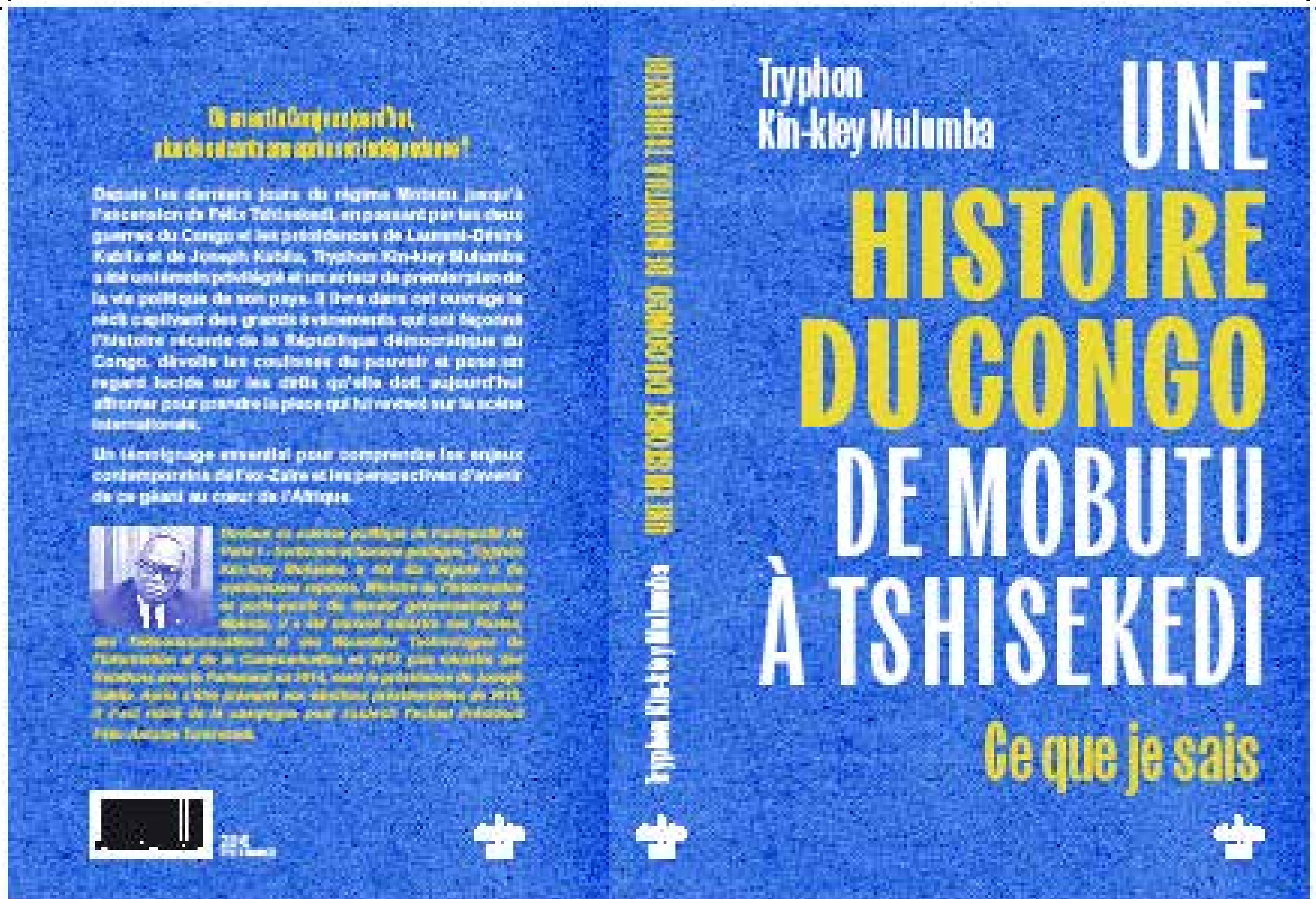
La photo historique de Washington autour du président américain Donald Trump des présidents congolais Tshisekedi et rwandais Kagame. DR.



548632 898755

LE SOFT INTERNATIONAL A ÉTÉ RÉPERTORIÉ À NEW YORK PAR LE QUOTIDIEN THE NEW YORK TIMES COMME UNIQUE NEWSPAPER EN ZONE AFRIQUE CENTRALE.

Annoncé en librairie dans le monde



Réservez sans attendre votre exemplaire de ce grand ouvrage

Où est le Congo aujourd'hui, plus de soixante ans après son indépendance ?

Des derniers jours du régime Mobutu à l'ascension de Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo en passant par la guerre entre deux ex-amis, Mobutu Sese Seko Kuku Ngbendu wa Zabanga et Étienne Tshisekedi wa Mulumba, les deux guerres du Congo et les présidences de Laurent-Désiré Kabila, de Joseph Kabila Kabange et aujourd'hui celle de Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, le Professeur Tryphon Kin-kley Mulumba a été un témoin privilégié et un acteur de premier plan de la vie politique de son pays.

Le seul à avoir réussi à Kinshasa au concours d'admission à la bourse française du CIEF, Docteur en Science politique de l'Université de Paris 1-Sorbonne, Tryphon Kin-kley Mulumba livre dans cet ouvrage exceptionnel de 456 pages le récit captivant des grands événements

qui ont façonné l'histoire récente de la République Démocratique du Congo, dévoile les coulisses du pouvoir et pose un regard lucide sur les défis qu'elle doit aujourd'hui affronter pour prendre la place qui lui revient sur la scène internationale. Un témoignage essentiel pour qui veut comprendre les enjeux contemporains de l'ex-Zaïre et les perspectives d'avenir de ce géant au cœur de l'Afrique.

Homme politique, Tryphon Kin-kley Mulumba a été élu député à de nombreuses reprises depuis l'organisation des premières élections ouvertes du pays. Ministre de l'Information et porte-parole du dernier Gouvernement de Mobutu, il fut nommé ministre des Postes, Télécommunications et Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication en 2012 puis ministre des Relations avec le Parlement en 2014 sous la présidence de Joseph Kabila Kabange. Il fut l'un des deux candidats Président de la République, avec Vital Kamerhe Lwa Kany-

ginyi Nkingi, qui s'étaient retirés de la campagne pour soutenir la candidature du Président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo.

Préfacé par le Professeur ordinaire constitutionnaliste, Évariste Boshab Mabudj-ma-Bilenge, ancien président de l'Assemblée nationale, ancien Vice-Premier ministre chargé de l'Intérieur et de la Sécurité, ancien directeur de cabinet du président de la République, l'ouvrage paraît à Paris dans l'une des plus grandes maisons d'édition françaises connues dans le monde, le Cherche Midi, qui compte cinq éditeurs, Jean-Pierre Montal, Marie Misandeau, Arnaud Hofmarcher, Emmanuelle Delacomptée et Philippe Héraclès.

Un cocktail de lancement et de dédicace de l'ouvrage aura lieu à Paris avec vernissage à Kinshasa. Réservez sans tarder votre exemplaire de ce grand ouvrage entre autres via la FNAC (fnac.com).

Ce que l'immense Évariste Boshab pense de cet ouvrage



Évariste Boshab Mabudj-ma-Bilenge.

Préface. Livrer une part secrète de sa vie, procéder à une introspection et remonter la source du temps ne semble pas un art facile, et ce pour deux raisons. Il y a d’abord l’autocensure, des détails que l’on doit emporter dans sa tombe, qui ne doivent en aucun cas être dévoilés ni révélés. Quels sont ces détails ? On les devine, non pas aux traces d’inachevé laissées dans son sillage comme autant de preuves, mais grâce au pressentiment suivant lequel, dans tout récit lors de sa relecture, demeure une certaine part de mystère. Il y a ensuite le risque de l’histoire immédiate. La plupart des acteurs étant vivants, pour ne pas les vexer, puisque toute vérité n’est pas bonne à dire, nous sommes parfois forcés de poser des lucarnes là où de larges fenêtres apporteraient davantage à la beauté de l’édifice. Faut-il pour autant craindre des réactions en cascade et se contenter du silence ? Écrire est un acte de responsabilité qui peut provoquer des tornades, des évanouissements, des rancœurs, ou soulever des montagnes. Est-ce une raison suffisante pour se murer dans le silence ? Se retrancher dans le confort douillet, derrière des murailles « protectrices » tel un spectateur est une posture coupable, d’immobilisme et d’inaction. Au contraire, artisans et artistes créent et recréent pour apaiser les passions humaines, trouvent des solutions, remplissent les fontaines d’eau douce afin que les générations futures reprennent leur destinée en main, ou la lutte puisqu’on leur laisse de quoi faire… Une histoire du Congo, de Mobutu à Tshisekedi est-il un livre de science politique, de sociologie, d’histoire, une autobiographie, des mémoires, une page brillante de la géopolitique du Congo ou simplement le témoignage d’un homme, d’un intellectuel épris de paix, fatigué de la marche à reculons, chaotique, de son pays ? Cloisonner peut parfois être éclairant pour les progrès de la science, mais comporte par moments un désavantage certain : cela nous fait appréhender le monde comme si tout était figé, alors que la loi du changement – prônant que tout est mouvement – paraît être la seule qui ne change pas. C’est le piège de l’intellectualisme dans lequel le Pr Tryphon Kin-kiey Mulumba refuse d’être entraîné. Par son parler vrai, il évite les frontières artificielles et nous plonge dans un monde presque féérique où les images, les gestes, les voix, les échos, les ombres, les noms interpellent plus que les paroles. Tout commence à Kindambi, secteur de Kitoy, territoire de Masimanimba, dans le foyer de Joseph Kin-kiey « Ngundu Koyi »/« Ngundu Sala Koyi » et de maman, Marie-Louise Ngamaboko. Après une interminable concertation des dieux, un certain 4 septembre, Vénus tranche : c’est un garçon ! Cet enfant prodige va non seulement grandir sous la protection des étoiles, mais il sera lui-même une étoile qui éclaire tout sur son passage. Et il en a fait un long chemin, de l’institut Sainte-Marie de Yasa, une école des frères jésuites dans le territoire de Masimanimba, au collège jésuite Albert-1er de Léopoldville, de pupille à l’école de Raphaël Mpanu Mpanu à représentant de l’agence mondiale Reuters basée à Londres en passant par Sciences Po et l’université Paris-1-Panthéon-Sorbonne, sans omettre l’odeur fétide des cachots du maréchal Mobutu… Ce parcours, quelque peu atypique, a façonné cet homme au caractère bien trempé, altruiste, professeur des universités, doté d’une solide culture, d’une belle écriture tantôt poétique, tantôt dramatique, suivant les circonstances puriste, épigone de Maurice

Grevisse. C’est avec un langage châtié qu’il décrit les sons, dépeint les songes pour détruire le mensonge, dénonce. Dans cet hymne de paix et d’amour, il promet au fil des pages le travail assidu et l’indispensable liberté pour bâtir un Congo laissé en jachère, en raison d’interminables querelles intestines se réclamant toutes du peuple, sans jamais défendre la cause du peuple. Et pourtant, la solidarité et la fraternité ne sont pas de vains mots pour quiconque a passé son enfance dans les forêts, savanes ou cités africaines, mais plutôt des réalités sans lesquelles beaucoup de jeunes, décidés à poursuivre leurs études, n’auraient jamais atteint leur objectif. Tryphon Kin-kiey Mulumba exprime cette vérité avec une intensité à faire couler des larmes : « Au fond, je dois aussi ma réussite à cette fraternité. À tour de rôle, chacun m’a accueilli chez lui et s’est assuré que rien ne me manquait. J’ai été reçu dans chacune de ces familles comme un membre à part entière. Je leur dois vraiment toute ma reconnaissance. » La décolonisation, avec ses vérités relatives et ses mensonges abjects, marque non seulement l’histoire du fils de Masimanimba, mais aussi et surtout celle de son pays. Tout d’abord, le mensonge et la calomnie blessent profondément son innocence presque enfantine. Il se souvient, d’une prière du soir qu’ils avaient faite à l’école catholique de Yasa et qui le marqua à vie : « Implorons le Seigneur Dieu de donner la mort au premier ministre du pays Patrice Émery Lumumba ! » Présenté comme un parfait communiste, celui qui deviendra un héros national auprès des jeunes catholiques passait pour le diable en personne. Plus tard, lorsqu’il put se faire une idée plus exacte de la personne de Lumumba, sa foi en Dieu n’en fut pas ébranlée. Cependant, cet incident aiguïsera son esprit afin de distinguer la part du mensonge dans ce que disent les humains. L’assassinat de Pierre Mulele, les purges régulières au sein des forces armées zaïroises sous prétexte de coups d’État imaginaires, les élections législatives par acclamation quand le Mouvement populaire de la révolution (MPR) de Mobutu était aux commandes, les machines à voter à Kadima, tous ces événements ont un point commun, une même source : le mensonge. Comment ne pas considérer qu’il s’agit là d’un facteur de blocage du développement ? Isidore Ndaywel è Nziem enseigne que « par méconnaissance de notre histoire, la Deuxième République a véhiculé des contre-vérités que le peuple a consommées, victime d’une mystification qui a endormi sa vigilance critique. Ainsi, par nécessité d’échafauder des fondements au culte de personnalité, on a prétendu que le chef traditionnel était par définition dictateur car on ne pouvait s’asseoir à deux sur une même peau de léopard. » Par chance, aucun mensonge n’est éternel. La réalité, comme la lumière qui éclaire le jour, finit toujours par triompher. Comment peut-on expliquer que le mensonge, telle une sangsue, colle à notre histoire, anéantisse ou aspire encore et systématiquement les forces vives de RDC ? Sommes-nous sortis de l’auberge ? En tout cas, c’est ce que l’on ressent avec bonheur dans ce merveilleux ouvrage que Tryphon Kin-kiey Mulumba nous offre à lire. Hannah Arendt a écrit : « En temps normal, la réalité, qui n’a pas d’équivalent, vient confondre le menteur. Quelle que soit l’ampleur de la trame mensongère que peut présenter le menteur expérimenté, elle ne parviendra jamais, même avec le concours des ordinateurs, à recouvrir la texture entière du réel. » Depuis l’indépendance, on ne compte plus les missions de paix des Nations unies, qui se succèdent dans le pays, sans parvenir à rétablir la paix, ne pouvant faire autre chose que répondre aux urgences. Comment les Congolais peuvent-ils ne pas se mettre d’accord pour que cesse l’anormalité ? L’anormalité favorise la désunion et attise les passions mauvaises ; elle modèle malheureusement le pays. Les « villages Potemkine » sont légion en RDC ! Souvenons-nous du prince Grigori Aleksandrovich Potemkine, ministre russe de l’impératrice Catherine II, qui, pour cacher à cette dernière la misère des villages de Crimée avait fait bâtir de faux villages avec des façades en carton-pâte. De même, chez nous, les maigres infrastructures publiques sont des infrastructures de parade ! On s’abrite derrière une rhétorique ombrageuse, une sorte d’évitement, pour ne pas aborder les questions essentielles. On excelle dans ce que Clément Viktorovitch décrit : « Égarer ses interlocuteurs, duper ses auditeurs, utiliser le langage pour tromper et enjôler,

ce sont bien là des fourberies… nous entrons dans le domaine des raisonnements manipulateurs et des arguments erronés. L’art trouble de la déloyauté. » Où est la justice qui élève une nation ? Celle de RDC s’attache à ne pas décider, demeure servile, prévaricatrice… Du maréchal Mobutu à Joseph Kabila, la justice est restée la même, elle ne change pas, survit avec ses travers. La situation arrange les décideurs qui la tiennent en laisse, jusqu’à ce jour. Comment ne pas être du même avis que le philosophe Elungu Pene Elungu : « Une société unanime, consensuelle, mais sans loi, est une société qui se meurt, évolue dans l’émotion et le sentiment, et qui court ainsi, loin du rationnel, le risque d’être mensongère, inopérante et dangereusement romantique. La loi est l’œuvre de la raison en nous, de la raison en la société : elle naît ou doit naître du creuset de la discussion entre les membres de cette société. » Du procès des conjurés de la Pentecôte aux conspirateurs de 1975 et de 1978, de celui des assassins de Laurent-Désiré Kabila à la tentative de putsch de Christian Malanga, du procès Augustin Matata Ponyo à celui de Joseph Kabila, la liste est longue et le terme non atteint, hélas, comme nous le prouve l’affaire de la démission et de la condamnation de Constant Mutamba, qui continue d’affirmer qu’il n’a pas détourné un sou. Mais le mensonge n’est pas le seul coupable. Le populisme et le paupérisme étranglent la République alors qu’elle doit convaincre les citoyens de se débarrasser des artifices du néocolonialisme et s’inscrire dans la voie du travail qui libère un peuple et réhabilite l’être humain dans sa dignité. Construire cette immense république nécessite de mettre en place des politiques publiques efficaces, de prévoir de grands travaux afin de bâtir de nouvelles villes, de jeter des ponts, de développer des routes et voies ferrées, le transport aérien, lacustre et fluvial, mais surtout de ne jamais perdre de vue la volonté de bien vivre ensemble. Les programmes mis en place (« Retrouvons les manches », « Objectif 80 », « Plan Mobutu », « Cinq chantiers », « Programme de cent jours du président de la République » ne sont que des écrans de fumée et ne peuvent qu’inspirer la révolte. On doit responsabiliser les gouvernants ! Ils marginalisent le devoir de « redevabilité », ciment indispensable d’un État multiethnique qui se cherche vainement et titube depuis le 30 juin 1960. Virtuose de la parole, rompant ainsi avec l’époustouffante oralité qui caractérise les élites congolaises, Tryphon Kin-kiey Mulumba fait une entrée remarquable au jardin des immortels. Espérons que ce brillant essai mettra tout le monde d’accord sur l’indigence de la pensée face aux urgences, qui condamnent la RDC, à la longue, à devenir un État failli. Au cours de ses pérégrinations de journaliste, d’universitaire, de parlementaire et de ministre, Tryphon Kin-kiey Mulumba a appris et acquis la même certitude que Patrice-Émery Lumumba : l’histoire du Congo ne s’écrit plus à Bruxelles ni à Paris, encore moins à Washington, mais plutôt au Congo et par les Congolais. Il livre ainsi à ses contemporains et aux générations futures un document de première main servant de témoignage aujourd’hui et de boussole demain. L’antagonisme entre Chinois et Américains sur les matières premières non transformées de la RDC, on peut s’en douter, traduit le statut de colonie internationale assigné au pays depuis l’État indépendant léopoldien jusqu’à ce jour. Il appartient aux Congolais, au lieu de rester muets, d’exprimer leurs souhaits, d’affirmer leur indépendance, non par des cris et des danses, mais par leur génie créateur afin d’inspirer confiance et respect. Ce livre nous donne de précieuses clés de compréhension pour saisir justement ce qui rend la République cachectique et son peuple indolent. La RDC aujourd’hui est comme un port où aucun navire n’apparaît plus à l’horizon. Rendons hommage à l’auteur pour son initiative et souhaitons une longue vie à cet ouvrage, qui redonne espoir en la possibilité de retrouver un Congo, et un Congo plus beau encore qu’il ne l’était avant.

Évariste Boshab,
Professeur ordinaire constitutionnaliste,
Ancien président de l’Assemblée nationale
ancien Vice-premier ministre
chargé de l’Intérieur et de la Sécurité,
ancien Directeur de cabinet
du Président de la République.

Et vint l'espoir

Les Congolais n'ont pas eu tort.

En se présentant massivement debout en chants et danses le long de la trajectoire empruntée vendredi 5 décembre, dans la capitale, par l'escorte officielle du président de la République à son retour de Washington, ils ont montré que le président congolais Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo venait d'ouvrir, une fenêtre d'opportunités - et donc de grand espoir - pour le Congo tant humilié, des années durant, par le régime rwandais.

Même si les combats se poursuivaient vendredi 5 décembre dans la province du Sud-Kivu, que des localités congolaises continuaient d'être occupées par la coalition pro-rwandaise, M23-AFC-RDF telles Luvungi et Rurambo, que des «bombardements à l'artillerie, à partir de Bugarama au Rwanda, visant les localités congolaises densément peuplées situées sur l'axe Kamanyola-Uvira, dans la plaine de Ruzizi (se multiplient), détruisant (...) écoles, centre de santé et maisons d'habitation des civils», selon un communiqué de presse n° 36 daté du 6 décembre 2025, signé par le Général Major des FARDC, Sylvain Ekenge Bomusa Efomi, nul ne pariait gros dans la poursuite de cette guerre. S'il est vrai que « qui veut la paix prépare la guerre », et que le temps est venu pour



Les Congolais massivement debout en chants et danses le long de la trajectoire empruntée par l'escorte présidentielle. DR.

le Congo de s'investir dans la puissance militaire, il fallait au pays entrevoir un arrêt des combats - et donc signer un accord de paix - avec le Rwanda et avec les pays de la sous-région des Grands lacs pour espérer se reconstruire. Il faut au Congo réinventer son élite politique, reconstruire le pays, impulser une nouvelle mentalité de «l'être congolais». Mais cela ne se fera pas du jour au lendemain dès lors que ces guerres qui frappent le Congo et qui n'ont jamais cessé depuis une trentaine d'années sont rien d'autre que la malédiction de ses terres tant convoitées par les puissances étrangères. Combien d'hommes existent sur terre capables de résister à une offre de pouvoir ? Seule la puissance inspire le respect, dit-on. Le temps est venu pour le Congo de mettre le cap sur la

puissance s'il veut se faire respecter, et donc exister comme pays souverain. Et l'accord signé le 4 décembre à Washington, à l'Institut des États-Unis pour la paix, bâtiment renommé la veille en son honneur par le département d'État « Institut Donald Trump pour la paix », par les trois présidents congolais Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, rwandais Paul Kagame et américain Donald Trump, donne espoir, sinon grand espoir.

CES MOTS QUI EN DISENT TOUT.

Nul ne verrait Kagame dont le pays vit quasiment de l'aide extérieure - et donc occidentale - tergiverser face à une instruction qui viendrait d'un Donald Trump dont la parole ou le geste appelle la docilité de la part des puissants tellement il menace quiconque

sur terre qui lui résiste de lui tordre le bras. « Cela va être un grand miracle », a déclaré le 4 décembre Donald Trump, en vantant un accord « puissant et détaillé ». Les mots ne viennent pas au hasard. Ils sont choisis. Les deux dirigeants congolais et rwandais vont à l'avenir « passer beaucoup de temps à se donner des accolades et se tenir la main », a prédit le président américain, avec son emphase habituelle, en assurant aussi que « tout le monde allait gagner beaucoup d'argent » grâce à ces « accords de Washington », qui comportent une dimension économique. « C'est un grand honneur », s'est réjoui Donald Trump, qui se présente d'être un grand pacificateur. Paul Kagame a salué sa médiation « pragmatique », tout en avertissant qu'il y aurait « des hauts et

des bas » dans l'application de l'accord. Le président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo a remercié le président républicain pour avoir amené les deux pays à un « tournant », et a salué « le début d'un nouveau chemin », en avertissant toutefois que celui-ci serait « exigeant » et « assez difficile ». Les accords signés comportent trois volets. Le premier porte sur la cessation des hostilités, avec l'instauration d'un cessez-le-feu, un programme de désarmement, un processus de retour des personnes déplacées et des mesures de « justice » contre les responsables d'exactions, a déclaré le président américain. Le second volet est un cadre d'intégration économique régionale. Le dernier pan porte sur la conclusion d'accords bilatéraux des États-Unis avec chacun des

deux pays sur l'exploitation de minerais stratégiques, indispensables aux industries de pointe et dont le Congo en particulier regorge. Sur son compte X (ex-Twitter), le président français Emmanuel Macron a salué « l'engagement des parties ». « Je salue la signature d'un accord de paix à Washington entre la République démocratique du Congo et le Rwanda. L'engagement des parties et les efforts diplomatiques des États-Unis et du Qatar aux côtés du Togo, médiateur de l'Union africaine, ont permis cette avancée. J'appelle chacun à respecter ses engagements pour une paix durable pour les populations de l'Est de la RDC et des Grands Lacs. À l'image de la conférence que nous avons accueillie le 30 octobre, la France restera engagée pour atteindre cet objectif. »

Une signature qui est le résultat d'une « forte pression » exercée par les États-Unis, selon Reagan Miviri, chercheur à l'institut congolais Ebuteli. « Pour eux, l'essentiel est peut-être moins le contenu de l'accord que l'événement lui-même ». À Kinshasa, les réactions dans l'opposition sont diverses. « C'est un désaccord », Prince Epenge, le porte-parole de la coalition Lamuka. « La partie qui ne le respecterait pas n'aurait donc rien à craindre. L'accord aurait dû faire du retrait des troupes rwandaises un préalable (...) ». Autre son de cloche chez les Katumbistes. Dieudonné Bolenge-tenge Balea, secrétaire général du parti politique Ensemble pour la République, le parti de Moïse Katumbi Mwanke, estime que le texte constitue « une première avancée ».

ALUNGA MBUWA ■

L'accord de paix signé devant Donald Trump

Est-ce le texte signé jeudi 4 décembre 2025 aux États-Unis, à Washington, à l'Institut des États-Unis pour la paix, renommé la veille 3 décembre « Institut Donald Trump pour la paix » par le département d'État, texte signé par les présidents congolais Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, rwandais Paul Kagame et américain Donald Trump? Toutes les sources l'affirment. Il a en effet été publié sur le site officiel de l'ambassade des États-Unis à Kinshasa. Il s'agit d'un texte daté de juin 27, 2025. A-t-il reçu des amendements après nombre de déclarations en sens divers, des va-et-vient et cette longue attente depuis une première rencontre, le 27 juin 2025, à la Maison Blanche, dans le Bureau ovale, autour de Donald Trump, des deux ministres congolais et rwandais des Affaires étrangères, Thérèse Kayikwamba Wagner et Olivier Jean Patrick Nduhugirehe qui venaient peu avant de parapher un texte en présence du secrétaire d'État américain Marco Rubio? Si des amendements ont été faits, lesquels? Il reste qu'à l'heure où nous allons sous presses, l'ambassade des États-Unis n'a pas publié un autre texte. Demain nous le dira. En attendant, Le Soft International publie en intégralité cet accord de paix entre le Congo et le Rwanda ainsi que ses annexes. Ci-après.

ACCORD DE PAIX ENTRE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO ET LA RÉPUBLIQUE DU RWANDA.

JUIN 27, 2025
PRÉAMBULE.

Le Gouvernement de la République démocratique du Congo (« RDC ») et le Gouvernement de la République du Rwanda (« Rwanda ») (ci-après dénommés « les Parties ») ;
● RÉAFFIRMANT l'engagement mutuel de respecter la Déclaration de principes signée par les Parties le 25 avril 2025, fondée sur le respect mutuel de la souveraineté, de l'intégrité territoriale, de l'unité nationale



Paul Kagame est le premier à quitter la pièce après la cérémonie de signature. DR.

et du règlement pacifique des différends ;

● RECONNAISSANT la nécessité d'une résolution politique négociée – plutôt qu'une solution militaire – aux différends des Parties ;
● RECONNAISSANT les termes de l'Acte constitutif de l'Union africaine, y compris le respect des frontières existant lors de l'accession à l'indépendance, et ses autres instruments relatifs à la promotion de la paix et de la sécurité en Afrique et aux relations cordiales entre les pays africains, la Charte des Nations Unies, et la résolution 2773 du Conseil de sécurité des Nations Unies (21 février 2025) et les autres résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations Unies ;
● PRENANT NOTE du Concept d'opérations du Plan harmonisé de neutralisation des FDLR et de désengagement des forces/levée des mesures défensives par le Rwanda (CONOPS) du 31 octobre 2024, découlant du processus de Luanda, et du communiqué du deuxième Sommet conjoint CAE-SADC des chefs d'État et de gouvernement du 24 mars 2025, ce qui a été adopté lors de la 6e Réunion Ministérielle entre la République Démocratique du Congo et la République du Rwanda le 25 novembre 2024 ;

● CONSCIENTS des négociations en cours entre la RDC et l'AFC/M23 sous la médiation de l'État du Qatar à Doha, et

de l'obligation des Parties de leur apporter leur plein soutien pour les mener à bien ;

● RÉSOLUS à empêcher une reprise des hostilités qui pourrait nuire au processus de paix, à promouvoir activement une paix durable, la stabilité et le développement économique intégré dans toute la région et à rétablir des relations bilatérales normales entre les Parties ;

● DÉTERMINÉS à promouvoir le plein respect des droits de la personne et du droit international humanitaire ;

Acceptent par la présente d'être liés par les dispositions suivantes :

1. INTÉGRITÉ TERRITORIALE ET INTERDICTION DES HOSTILITÉS.
Les parties conviennent des conditions suivantes pour assurer le respect de l'intégrité territoriale et la promotion de relations pacifiques :

1. Respect de l'intégrité territoriale de la République démocratique du Congo : Désengagement des forces/levée des mesures défensives du Rwanda: Les parties conviennent de mettre en œuvre le Plan harmonisé de neutralisation des FDLR et de désengagement des forces/levée des mesures défensives du Rwanda (CONOPS) du 31 octobre 2024, tel que prévu dans le présent Accord.

2. Respect de l'intégrité territoriale de la République du Rwanda : Neutralisation des FDLR : Les parties conviennent de mettre en œuvre le Plan harmonisé de neutralisation des FDLR et de désengagement des forces/levée des mesures défensives du Rwanda (CONOPS) du 31 octobre 2024, tel que prévu dans le présent Accord.
3. Règlement pacifique des différends : Les Parties conviennent que les différends sont réglés par des processus établis par le présent Accord et d'autres accords pertinents, plutôt que par des hostilités.
4. Interdiction des actes hostiles: Les Parties conviennent de s'abstenir de tout acte d'agression.
Les Parties conviennent de ne pas commettre, soutenir ou tolérer des incursions militaires ou d'autres actes, directs ou indirects, qui menacent la paix et la sécurité de l'autre partie ou qui portent atteinte à la souveraineté ou à l'intégrité territoriale de l'autre partie.
5. Interdiction de soutenir des actes hostiles ou des groupes armés : Les Parties ne permettent aucune activité militaire ou autre activité hostile l'une contre l'autre sur ou à partir de leur territoire respectif, et ne fournissent aucun soutien à de telles activités à l'étranger. À cette fin, les Parties s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter que de telles activités soient initiées, planifiées, exécutées, commanditées ou

financées à partir de leurs territoires respectifs.

6. Portée territoriale : L'interdiction des actes hostiles s'applique sans restriction géographique, quel que soit le lieu où se trouvent les forces armées impliquées.

7. Responsabilité à l'égard des groupes armés non étatiques : Les Parties prennent toutes les mesures possibles pour veiller à ce que tous les groupes armés dans la zone du conflit cessent de se livrer à des hostilités qui sont incompatibles avec l'interdiction des hostilités établie dans le présent Accord.

8. Protection des civils et du personnel humanitaire : Les Parties facilitent la libre circulation des civils, y compris des humanitaires. Les Parties doivent respecter le droit international humanitaire, y compris dans le cadre de la mise en œuvre du présent Accord.

2. DÉSENGAGEMENT, DÉSARMEMENT ET INTÉGRATION DES GROUPES ARMÉS NON ÉTATIQUES.

Afin de promouvoir une cessation durable des conflits et de réaliser le potentiel économique de la région, les Parties soutiennent les négociations en cours entre la RDC et l'AFC/M23 avec la médiation de l'État du Qatar à Doha et les efforts visant à désarmer et à démobiliser les groupes armés non étatiques. Il s'agit notamment des éléments suivants :

1. Fin du soutien étatique aux groupes armés : Les Parties cessent immédiatement et sans condition tout soutien de l'État aux groupes armés non étatiques, sauf dans la mesure où cela est nécessaire pour faciliter la mise en œuvre du présent accord.

2. Désengagement : D'une manière séquentielle et coordonnée avec le désengagement des forces, et comme le disposeront d'autres accords à venir, les Parties appuient le désengagement, le désarmement et l'intégration des groupes armés non étatiques prévue par d'autres accords ou processus et par le Processus de désarmement, de démobilisation, de réintégration communautaire et de stabilisation (P-DDRCS) ainsi que le Mécanisme conjoint de coordination de la sécurité, conformément à la section 3 du présent Accord.

3. Intégration conditionnelle dans les forces de sécurité: Toute réintégration éventuelle des combattants dans les Forces armées de la

(Suite en page 6).

Le Rwanda s'est engagé à retirer ses forces du territoire congolais

(Suite de la page 5).

République démocratique du Congo (FARDC) et la Police nationale congolaise (PNC) s'effectue de manière rigoureuse, individualisée, et conditionnelle, au cas par cas, sur la base de critères clairs, y compris l'aptitude physique et morale, en particulier le respect et l'absence de violations graves du droit international humanitaire et la loyauté envers l'État et ses institutions.

3. MÉCANISME CONJOINT DE COORDINATION DE LA SÉCURITÉ. Les Parties travaillent ensemble et avec les partenaires régionaux et internationaux pour promouvoir la stabilité, la sécurité et le développement dans la région, reconnaissant que la paix et la prospérité sont interdépendantes.

Les Parties établissent et conviennent de lancer, dans un délai de 30 jours à compter de l'entrée en vigueur du présent accord, un mécanisme conjoint de coordination de la sécurité entre la RDC et le Rwanda qui fonctionnera uniquement conformément aux conditions arrêtées entre les Parties. Le Mécanisme conjoint de sécurité crée des procédures opérationnelles communes et des mécanismes d'établissement de rapports pour assurer la transparence de l'ampleur et de la portée des opérations.

Le mécanisme conjoint de coordination de la sécurité est régi par les principes suivants et le plan de mise en œuvre figurant à l'annexe :

1. La fin irréversible et vérifiable du soutien de l'État aux FDLR et aux groupes armés associés, et l'interdiction totale de tout soutien matériel, logistique, financier ou autre, qu'il soit national ou étranger, à ces derniers.

2. Un engagement à identifier, évaluer, localiser et neutraliser conformément aux dispositions pertinentes du Plan harmonisé de neutralisation des FDLR et de désengagement des forces/levée des mesures défensives par le Rwanda (CONOPS) du 31 octobre 2024, découlant du processus de Luanda.

3. Un engagement à s'appuyer sur les accords de coopération bilatérale en matière de sécurité déjà couronnés de succès, dans le cadre desquels les opérations sont ciblées, ponctuelles et ciblées sur une menace spécifique.

4. La protection des civils et le respect du droit international humanitaire.

4. RÉFUGIÉS, DÉPLACÉS INTERNES ET CONSIDÉRATIONS HUMANITAIRES. Les Parties, avec l'appui des agences des Nations Unies, des organisations humanitaires pertinentes et de la communauté internationale :

1. **Retour des réfugiés :** Facilitent le retour sûr, volon-

taire et digne des réfugiés, en coordination avec les autorités territoriales et/ou coutumières des États respectifs, dans leurs pays d'origine d'une manière conforme à leurs obligations juridiques internationales et aux dispositions des Accords tripartites sur le rapatriement volontaire des réfugiés congolais et rwandais signés à Kigali, le 17 février 2010, entre la RDC, le Rwanda et le HCR, reconnaissant la contribution positive de ce mécanisme.

2. **Déplacés internes :** Reconnaissent qu'il est nécessaire de mettre fin au conflit pour permettre le retour des déplacés interne dans leur lieu d'origine, en coordination avec les autorités territoriales et coutumières de l'État congolais.

3. **Aide humanitaire :** Créent des conditions propices à l'acheminement des secours d'urgence et garantissent aux organismes humanitaires un accès libre, sûr, sans entrave et inconditionnel aux populations vulnérables, conformément aux obligations qui leur incombent en vertu du droit international humanitaire et aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations Unies. Les autorités locales de la RDC en sont responsables sous la supervision du gouvernement central de la RDC.

5. MONUSCO ET AUTRE SOUTIEN MULTILATÉRAL. Les Parties appuient et encouragent les efforts déployés par les forces et mécanismes multilatéraux de maintien de la paix, d'interposition et de vérification :

1. Les Parties facilitent et soutiennent la capacité de la MONUSCO à protéger les populations civiles et à mettre en œuvre tous les éléments de son mandat, y compris en respectant la liberté de circulation de la MONUSCO et en prenant toutes les mesures appropriées pour assurer la sûreté et la sécurité du personnel des Nations Unies déployé dans l'est de la RDC.

2. Les Parties s'engagent à faire progresser la mise en œuvre de la résolution 2773 (2025) du Conseil de sécurité des Nations Unies et des autres résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations Unies.

3. Les Parties reconnaissent que la MONUSCO, telle que mandatée par la résolution 2765 (2024) du Conseil de sécurité des Nations Unies, joue un rôle important dans la paix et la sécurité locales.

6. CADRE D'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE. Les Parties conviennent de lancer, dans les trois mois suivant l'entrée en vigueur du présent Accord, le cadre d'intégration économique régionale en plusieurs étapes qui sera défini dans un accord distinct intitulé « cadre d'intégration économique régionale », et s'appuie sur les efforts existants, tels que la ZLECAf, la CIRGL, le CO et la CAE. Les Parties utilisent ce cadre pour développer

le commerce extérieur et les investissements provenant des chaînes d'approvisionnement de la région en minerais critiques et introduire une plus grande transparence, ce qui bloque les canaux économiques illicites et procure davantage de prospérité aux deux parties — en particulier pour la population de la région — à partir des ressources naturelles de la région grâce à des partenariats mutuellement bénéfiques et des opportunités d'investissement :

1. **Intégration bilatérale :** Dans le cadre, les Parties lancent et/ou élargissent la coopération sur des priorités communes telles que la gestion des parcs nationaux, le développement hydroélectrique, le dérisquage des chaînes d'approvisionnement en minerais, la gestion conjointe des ressources dans le lac Kivu ; et des chaînes de valeur minières transparentes et formalisées de bout en bout (de la mine au métal transformé) qui relient les deux pays, en partenariat, le cas échéant, avec le gouvernement et des investisseurs des États-Unis.

2. **Intégration régionale :** En outre, avec des partenaires clés, les Parties s'engagent à explorer des options pour lier le cadre à d'autres initiatives internationales ou régionales de développement économique, y compris dans le cadre de projets d'infrastructure.

3. **Surveillance économique :** Les Parties établissent ou utilisent des mécanismes indépendants d'audit économique et de lutte contre la corruption pour surveiller les chaînes d'approvisionnement en minerais, les projets d'infrastructure et tout accord économique futur entre les Parties, conformément au cadre d'intégration économique régionale.

7. Mise en œuvre et règlement des différends.

1. **Règlement des différends :** Tout différend découlant de la mise en œuvre du présent Accord est résolu à l'amiable entre les Parties avec la facilitation du Comité de surveillance conjointe, à la demande de l'une ou l'autre Partie. Si les Parties ne parviennent pas à régler un différend, elles renvoient la question au Comité de surveillance conjointe pour facilitation.

2. **Comité de surveillance conjointe :** Aux fins de la mise en œuvre effective du présent Accord, les Parties créent par la présente un Comité de surveillance conjointe, conformément aux conditions suivantes :

a. Les Parties sont membres du Comité de surveillance conjointe et invitent, dans un délai de trois jours, les gouvernements et organisations intergouvernementales suivants à siéger au Comité de surveillance conjointe :

I. Facilitateur de l'Union africaine

II. Qatar

III. États-Unis

b. Le Comité de surveillance conjointe a pour mandat :

I. De recevoir les plaintes des Parties concernant des violations du présent Accord et de résoudre les différends découlant des violations du présent Accord ;

II. De prendre des mesures, le cas échéant, pour remédier aux violations ;

III. De surveiller et examiner les accusations de violations et résoudre les différends ;

IV. Le Comité peut nommer un autre représentant ou établir un mécanisme ad hoc approprié pour aider au règlement de tout différend lié au présent Accord ;

V. Le Comité s'efforce de prendre des décisions et de résoudre les différends par consensus. Le Comité s'efforce d'établir son mandat lors de sa première réunion.

C. La première réunion du Comité de surveillance conjointe a lieu dès que possible et au plus tard 45 jours après l'entrée en vigueur. Les Parties envisagent d'organiser la première réunion du Comité à Washington.

3. **Précisions :** Le présent accord ne crée aucune obligation pour les États non Parties siégeant au Comité de surveillance conjointe.

8. Dispositions finales.

1. Le présent Accord reste en vigueur indéfiniment, sauf accord contraire entre les Parties.

2. Le présent Accord peut être résilié à tout moment par l'une ou l'autre Partie sur préavis écrit de soixante (60) jours transmis à l'autre Partie.

3. Le présent accord peut être amendé par accord écrit des parties.

4. L'annexe est réputée partie intégrante du présent Accord.

9. Entrée en vigueur. Le présent Accord entre en vigueur et les obligations qui y sont énoncées prennent effet à compter de la signature du présent Accord.

Signé à Washington le... 2025, en double exemplaire, en langues française et anglaise.

POUR LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO :

POUR LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU RWANDA :

ATTESTÉ PAR: LE GOUVERNEMENT DES DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Annexe.

Accord sur les modalités de fonctionnement du Mécanisme conjoint de coordination de la sécurité

Élargissant les dispositions de l'Accord de paix entre la République démocratique du Congo et la République du Rwanda, la République démocratique du

Congo (« RDC ») et la République du Rwanda (« Rwanda ») conviennent en outre par la présente des dispositions ci-après concernant les procédures opérationnelles du Mécanisme conjoint de coordination de la sécurité (« JSCM »):

Incorporation et référence au CONOPS. Les Parties réaffirment leur engagement au titre des conditions et des obligations du Concept d'opérations du Plan harmonisé de neutralisation des FDLR et de désengagement des forces/levée des mesures défensives par le Rwanda (CONOPS) du 31 octobre 2024, et incorpore par la présente le CONOPS, sauf disposition contraire du présent Accord et de ses annexes. En cas de conflit entre le présent Accord et le CONOPS, le présent Accord et ses annexes font foi.

Composition du JSCM. Le JSCM est composé d'au moins trois (3) représentants permanents de chaque Partie, y compris des représentants des forces armées, du renseignement et des ministères des Affaires étrangères. Les Parties peuvent convenir d'inviter d'autres représentants à participer aux réunions du JSCM si nécessaire afin de traiter de points ou de tâches spécifiques à l'ordre du jour. Les Parties choisissent et annoncent leurs représentants permanents dès la signature de l'Accord.

Mission et capacités du JSCM. Les Parties conviennent que la mission du JSCM est d'identifier, d'évaluer et de localiser les FDLR et les groupes affiliés afin de permettre la neutralisation des FDLR et des groupes affiliés. Pour réaliser cette mission, les Parties conviennent que le JSCM est habilité à : Surveiller et évaluer la mise en œuvre du CONOPS et des dispositions pertinentes du présent Accord ; Procéder à des échanges de renseignement et d'informations entre les Parties aux fins de la mise en œuvre du présent Accord et du CONOPS ; Identifier et définir le statut et la composition des FDLR et des groupes affiliés ; Établir et surveiller les emplacements des FDLR et des groupes affiliés ; Vérifier toutes les informations, données et activités relatives aux FDLR et aux groupes affiliés ; Assurer la coordination avec les acteurs internationaux dans l'accomplissement de sa mission ; Évaluer la nature de la menace que représentent les FDLR et les groupes affiliés et déterminer les mesures appropriées pour les neutraliser ; Coordonner les autres mesures visant à neutraliser les FDLR et les groupes affiliés conformément au CONOPS. Le JSCM détermine la portée géographique de ses activités,

(Suite en page 7).

Le respect de l'intégralité des territoires des deux pays est réaffirmé

(Suite de la page 6).

en fonction des conditions sur le terrain et dans le plein respect de l'intégrité territoriale et de la souveraineté. Les Parties conviennent également de tirer parti du JSCM pour communiquer concernant tout mouvement coordonné ou repositionnement de forces armées ou d'autres groupes armés et en assurer la conformité.

Procédures de réunion et de coordination.
Le JSCM se réunit tous les mois. Dès la signature, les Parties conviennent de la date et du lieu de la première réunion. Le lieu de la réunion mensuelle alternera ensuite mensuellement entre les lieux en RDC et au Rwanda, et le pays hôte de chaque réunion est responsable de tous les arrangements logistiques, administratifs, financiers et de sécurité pour chaque réunion.

Les membres permanents du JSCM assistent à chaque réunion.
Les Parties désignent l'un de leurs membres permanents du JSCM comme principal point de contact pour faciliter la coordination des réunions de planification et des autres activités. À sa première réunion, le JSCM adopte un mandat pour régir ses procédures de fonctionnement.

Exigences en matière de rapports.
Le JSCM rédige et adopte un rapport unique conjoint après chaque réunion mensuelle. Le JSCM soumet le rapport aux forces armées, aux services de renseignement et aux ministères respectifs, au niveau ministériel.

Participation de tiers. Les Parties conviennent d'inviter les États-Unis et le Qatar, représentés par l'attaché de défense pertinent et/ou un autre représentant, à assister aux réunions de la JSCM en qualité d'observateurs. Le JSCM peut inviter d'autres États ou organisations tiers à participer au JSCM, et le JSCM peut solliciter conjointement un soutien financier, logistique et technique supplémentaire auprès d'États ou d'organisations tiers externes.
Durée du JSCM. Le JSCM continue de fonctionner jusqu'à l'achèvement de son mandat, tel que prévu dans le présent Accord et conformément au CONOPS, ou moyennant autre accord exprès entre les Parties.

Appendix A.

CONCEPT DES OPÉRATIONS DU PLAN HARMONISÉ DE NEUTRALISATION DES FDLR ET DE DÉSENGAGEMENT DES FORCES LEVÉE DES MESURES DÉFENSIVES DU RWANDA.

RÉFÉRENCE.

Réunion Ministérielle tenue à Luanda le 12 octobre 2024. Les activités et les responsabilités déterminées par les réunions d'experts de Luanda du

7-8 août, Goma du 19 août et Rubavu du 29-30 août.

1. Contexte.
1.1. La RDC et le Rwanda entretiennent des relations tendues depuis presque trois décennies qui ont provoquées des accusations mutuelles suite aux actions des groupes armées dans l'Est de la RDC.
1.2. A cet effet, l'Union Africaine a mandaté le Président de la République d'Angola Son Excellence Joao Manuel Gonçalves Lourenço, le Champion de l'UA pour la paix et la réconciliation en Afrique, pour faciliter le dialogue entre la RDC et le Rwanda, jouant un rôle important dans la désescalade des tensions à l'est de la RDC.
1.3. Dans ce contexte, une série de réunions ministérielles réunissant les ministres des Affaires étrangères de la RDC et du Rwanda sous la facilitation de leur homologue angolais se sont déroulées à Luanda depuis le 21 mars 2024. La dernière et cinquième réunion a eu lieu le 12 octobre 2024, pour examiner le plan harmonisé de neutralisation des FDLR et Désengagement des Forces et la revue des mesures défensives du Rwanda adoptées par les experts du renseignement des trois pays à Rubavu, les 29 et 30 août 2024.
1.4. En date du 12 Octobre 2024, il s'est tenu à Luanda en Angola, la 5ème Réunion Ministérielle sur la sécurité et la paix à l'est de la RDC qui a considéré ce qui suit :
■ Le respect du cessez-le-feu du 04 août 2024 ;
■ Le plan harmonisé pour la neutralisation des FDLR et le désengagement des Forces/ Levée des Mesures Défensives du Rwanda (Plan Harmonisé) ;
1.5. La réunion du 12 octobre 2024 a chargé la Facilitation de préparer un Concept d'opérations (CONOPS) sur la neutralisation des FDLR et la revue des mesures défensives du Rwanda, en tenant compte des préoccupations soulevées par toutes les parties. Le CONOPS devrait être examiné par les experts du renseignement lors de leur réunion du 30-31 octobre 2024, avant une autre Réunion Ministérielle pour examiner le rapport des experts sur le CONOPS.
1.6 Le plan proposé décrit une séquence d'activités à entreprendre par les FARDC et le RDF respectivement pour la neutralisation des FDLR et la revue des mesures défensives du Rwanda. Il met l'accent sur une coordination étroite entre les FARDC et le RDF avec le soutien du Mécanisme de vérification ad hoc dirigé par l'Angola pour mener à bien la mission.

2. Objectifs politiques.
2.1 Rétablir un climat de confiance entre la RDC et le Rwanda à travers la neutralisation des FDLR par la RDC et le désengagement des Forces/ levée des mesures défensives par le Rwanda ;
2.2 Créer un environnement sûr et sécurisé favorisant la reprise des activités socio-économiques ;
2.3 Assurer une paix et une stabilité durables dans la région

ou les droits de l'homme sont respectés ;
2.4 Assurer la protection de tous les citoyens des deux pays;
2.5 Mettre en terme à des discours de haine et des attaques verbales ;

3. Objectifs stratégiques.
■ Défaire le groupe armé FDLR et ses supplétifs ;
■ Protéger la population et les infrastructures locales ;
■ Assurer le retour des déplacés dans leurs milieux d'origine ;
■ Avoir le contrôle des sites d'exploitation des ressources naturelles.

4. Effets militaires stratégiques désirés.
■ Désescalade des conflits armés à l'Est de la RDC est acquise ;
■ Axes et les agglomérations sécurisés ;
■ Population sécurisée ;
■ Libre circulation des personnes et de biens ;
■ Baisse de la tension entre la RDC et le Rwanda ;

5. État final recherché.
■ La menace FDLR en RDC est éradiquée ;
■ Les mesures de défense établies par le Rwanda sont levées;
■ L'autorité de l'État est rétablie ;
■ La confiance RDC-Rwanda est rétablie ;
■ Les réfugiés congolais sont rapatriés et réinstallés en RDC et les réfugiés rwandais sont rapatriés et réinstallés au Rwanda ;
■ La paix, la stabilité et le développement à l'Est de la RDC ainsi que le bon voisinage entre les peuples des deux pays sont rétablis ;

6. Conditions préalables de succès.
■ Maîtrise du Renseignement ;
■ Meilleure coordination entre les différentes forces sur le théâtre Ops ;
■ Étroite collaboration entre différents acteurs impliqués dans les Ops ;
■ Soutien de la Communauté Régionale et Internationale ;
■ Opérations d'influence efficaces ;
■ Sensibilisation de la population à se désolidariser des FDLR.

7. Mission.
Pour la RDC:
■ Neutraliser les FDLR ;
■ Favoriser le rapatriement des membres FDLR au Rwanda ;
■ Garantir les conditions d'une paix et d'une stabilité durables dans la Sous-Région des Grands Lacs ;
■ Protéger la population et assurer le retour des déplacés dans leurs milieux d'origine.

Pour le Rwanda:
■ Désengager les forces/ Lever les mesures de défense mises en place par le Rwanda ;
■ Assurer la réintégration sociale des ex-combattants FDLR démobilisés et rapatriés au Rwanda.

EXÉCUTION DU CONOPS.
8. Concept d'opérations (CONOPS).
1. Intention : Neutraliser les FDLR et lever les mesures défensives du Rwanda.

2. Plan de manœuvre : Les FARDC doivent neutraliser les FDLR tandis que les RDF doivent désengager les Forces/ lever les mesures défensives du Rwanda en quatre phases :
a. Phase 1 : Préparation.
I. Analyse du niveau de la menace posée par les FDLR ;
II. Briefing sur le déroulement des activités ;
III. Localisation des FDLR et leurs équipements ;
IV. Sensibilisation des communautés locales ;
V. Localisation et partage d'informations sur les FDLR et ses groupes dissidents ;
VI. Partage d'information sur les mesures de défense mises en place par le Rwanda ;
VII. Cessation des opérations transfrontalières ponctuelles par le Rwanda.

b. Phase 2 : Conduite des opérations.
I. Neutralisation des FDLR et de ses groupes supplétifs ;
II. Réalisation des actions ciblées contre les FDLR ;
III. Évaluation conjointe de l'exécution du plan de neutralisation des FDLR ;
IV. Levée des mesures défensives du Rwanda et fin des opérations ponctuelles et transfrontalières ;
V. Évaluation conjointe de l'exécution du plan de désengagement/levée des mesures défensives du Rwanda.

C. Phase 3 : Évaluation.
I. Évaluation conjointe par la RDC et le Rwanda du Plan de neutralisation des FDLR par la RDC et leurs partenaires ;
II. Évaluation conjointe entre la RDC et le Rwanda des activités relatives au levée des mesures défensives prises par le Rwanda.

D. Phase 4 : Stabilisation.
I. Démobilisation, rapatriement et réintégration des ex-combattants des FDLR ;
II. Renforcer la confiance et l'environnement pacifique entre la RDC et le Rwanda ;
III. Normalisation des relations bilatérales entre la RDC et le Rwanda.

9. Délais : L'opération se déroule en plusieurs phases selon les délais ci-dessous :
1. Phase 1 : Préparation des activités (sensibilisation, planification, coordination et échange des renseignements avec les différents partenaires): J+7 à J+15 ;
2. Phase 2 : Conduite des opérations (effort sur la neutralisation des FDLR et de levée des mesures défensives du Rwanda) : J+20 à J+30 ;
3. Phase 3 : Evaluation des activités du Rwanda et de la RDC en J+90 ;
4. Phase 4 : Stabilisation/ Harmonisation en J+120.

10. La neutralisation des FDLR et la levée des mesures défensives du Rwanda doivent être réalisées dans un délai de trois mois, conformément au plan harmonisé de neutralisation des FDLR et de la levée des mesures défensives du Rwanda adopté par les

experts militaires et du renseignement à Rubavu, le 30 août 2024.

11. Le Mécanisme de Vérification Ad Hoc assurera le suivi de la mise en œuvre de toutes les activités ci-dessus.
INSTRUCTIONS DE COORDINATION.
12 Les délais clés sont :
12.1.1.1 Conclure la neutralisation des FDLR et levée des mesures défensives du Rwanda AU PLUS TARD J+90 ;
12.1.1.2 Durée des activités : 03 MOIS.

SOUTIEN LOGISTIQUE.
13. Le soutien logistique sera de la responsabilité des pays et comprendra :
1. Financement :
a. Chaque pays finance ses propres activités.
b. Un financement durable doit être assuré en interne.
2. Médical :
Sera de la responsabilité de chaque pays.
Risques et Contraintes.
■ Stigmatisation de certaines communautés (mesures d'atténuation : campagne pour la cohésion nationale, tolérance zéro pour toute stigmatisation);
■ Régionalisation du conflit (mesure d'atténuation : mener une diplomatie active)
■ Représailles des FDLR à l'endroit de la population (mesures d'atténuation : organiser la population à la résistance populaire).
■ Manque de volonté politique et de confiance mutuelle entre le Rwanda et la RDC.

Fait à Luanda, le 31 octobre 2024.

--Appendix B.
LISTE DE SIGLES ET ACRONYMES.
AFC – Alliance du Fleuve Congo.
CEA – Communauté de l'Afrique de l'Est.
CIRGL – Conférence internationale sur la région des Grands Lacs.
COMESA – Marché commun de l'Afrique orientale et australe.
CONOPS – Concept d'opérations du Plan harmonisé de neutralisation des FDLR et de désengagement des forces/levée des mesures défensives par le Rwanda du 31 octobre 2024.
FARDC – Forces armées de la République démocratique du Congo.
FDLR – Forces démocratiques pour la libération du Rwanda.
HCR – Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.
M23 – Mouvement du 23 mars.
MONUSCO – Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo.
ONU – Organisation des Nations Unies.
P-DDRCS – Processus de désarmement, de démobilisation, de réinsertion communautaire et de stabilisation.
PNC – Police nationale congolaise.
RDC – République démocratique du Congo.
SADC – Communauté de développement de l'Afrique australe.
UA – Union africaine.
ZLECAf – Zone de libre-échange continentale africaine.

Tshisekedi assurément un stratège

par Tryphon Kin-kiey Mulumba, Une histoire du Congo, de Mobutu à Tshisekedi, ce que je sais. 450 pages, Paris, 2025.

Trente juin 2025. Cela fait soixante-cinq ans que le Congo a arraché sur papier son indépendance aux Belges, qui furent en réalité des porte-voix des Occidentaux.

Dès le lendemain de l'annonce de cet événement, le 30 juin 1960, après le discours non programmé jugé insultant du Premier ministre Patrice-Émery Lumumba, les Belges firent leurs adieux au Congo, et quittèrent massivement le pays. Le 6 juillet, l'armée entama une mutinerie. Elle n'avait pas digéré le discours du général belge Émile Janssens, commandant en chef de la Force publique, prononcé le 5 juillet. Il eut cette phrase qui traversa l'histoire : « Avant l'indépendance égal après l'indépendance. »

En clair, l'indépendance n'a rien changé, et elle ne changera rien. Tout restait en l'état, comme avant, à en croire le général belge. Les soldats congolais se sentaient maltraités et espéraient avec la proclamation de l'indépendance un changement de leur situation. Ils ne purent entendre ce discours sans réagir.

Le 11 juillet, le Katanga, la grande province minière du pays, fit sécession. Les nouvelles autorités virent à la manœuvre l'ancienne puissance coloniale, parlèrent d'« agression belge » et rompirent les relations diplomatiques avec la Belgique. Le pays s'embrasa. La première guerre civile débuta. Le 16 juillet, à l'appel de Patrice-Émery Lumumba menacé d'être tué par les mutins, les Casques bleus des Nations unies débarquèrent à Léopoldville.

Depuis, rien n'arrêta ces guerres. Le Congo vit et reste prisonnier de conflits qui n'en finissent pas. Est-ce la faute des puissances planétaires qui contrôlent le monde et verraient d'un mauvais œil la montée en puissance d'un pays d'Afrique gâté par la nature ? Ou la faute revient-elle aux Congolais eux-mêmes, à l'élite politique ou intellectuelle nationale incapable de prendre en main son destin ? La question mérite d'être posée.

Or, ce 30 juin 2025, la grande date de l'histoire du Congo fut vécue comme ces dernières années, sans la moindre petite manifestation, nulle part dans le pays. Le Congo connaîtra-t-il un jour à nouveau ces parades militaires et civiles géantes défilant et montrant à la planète la force et la gloire de ses armées, de ses armes, des manifestations qui autrefois sous Mobutu firent référence ?

Le pays est en guerre. Il est encore en guerre. Le pays agresseur, le Rwanda, est dans toutes les bouches, des Congolais comme des étrangers. L'absence de confiance entre les Congolais et les forces de sécurité du pays ne semble pas favoriser les rassemblements militaires. Mais cette guerre ne dure-t-elle pas depuis une



Henri Gustave Kitenge Yesu Djiunga Nsomwe Konyi Kadilu dit Kitenge Yesu, l'homme qui murmurait à l'oreille du président. DR.

trentaine d'années ? Combien de temps et combien de générations faudra-t-il encore attendre pour que le Congo et sa population retrouvent ces heures de célébration, de fierté, de reconnaissance, de légitimité ?

Et, en attendant, que sait-on de ces années avec Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo ? D'abord, disons-le tout de go, qui attendait le fils d'Étienne Tshisekedi wa Mulumba à la tête du pays ? Tout avait été monté par ses adversaires politiques, eux-mêmes soutenus par les puissances du monde, qui ne quittent pas du regard le pays au cœur et au centre du continent africain. Tout prit corps à la réunion de Genève qui aboutit le 11 novembre 2018 à l'accord qui citait le nom du candidat unique de l'opposition à la présidentielle du 23 décembre 2018. Des scrutins deux fois reportés depuis 2016. À Genève, ce fut donc Martin Fayulu Madidi. Un choix qui surprit alors que Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, le président du parti historique d'opposition, l'UDPS, était donné par tous comme le grand favori. Qui dans le pays, parmi les proches de Kabila ou d'autres leaders de l'opposition, ne s'était pas moqué de Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo quand il avait décidé de rester dans la course ? Et qui ne s'était pas moqué de ceux qui l'avaient rejoint à CACH ? Qui avait voulu donner la moindre chance au fils d'Étienne Tshisekedi wa Mulumba ? Quels obstacles l'ancien pouvoir n'avait-il pas dressés sur son chemin et celui de ceux qui l'avaient rejoint ? D'abord cette incroyable majorité parlementaire de type stalinien que les partis pro-Kabila, FCC-PPRD, s'étaient octroyée et qui comptait alors plus de 300 députés sur 500 à l'Assemblée nationale. Même affluence à la chambre haute, dans les pouvoirs provinciaux et dans les assemblées, autrement dit à chaque couche de l'exécutif. Des élus politiquement désignés, qui avaient pour mission d'empêcher le nouveau président de la République de gouverner et de le

pousser à remettre aussi vite que possible le pouvoir à ceux qui s'en présentaient comme les détenteurs légitimes.

Ensuite un conflit armé, dont l'origine est immémoriale, qui dressait le Congo face à ses voisins, le Rwanda et l'Ouganda principalement, éteint sous Joseph Kabila, avec l'aide du Président sud-africain Jacob Zuma et son « enough is enough, time for peace is now » prononcé le mardi 29 octobre 2013 devant les deux chambres parlementaires congolaises. Un conflit rallumé sous Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo en vue de mettre plus de pression sur le nouveau Président au cas où il s'obstinerait à rester sur son siège. Que reste-t-il désormais de tout cela ?

À ce stade, disons-le le plus clairement possible, miraculeusement sinon mystérieusement, c'est un espoir qui semble pointer à l'horizon. Minimisé comme ne l'avait jamais été un chef d'État ces dernières années, traité de tous les noms par ses adversaires politiques, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo fit preuve d'intelligence et montre d'une stratégie politique rusée lui permettant d'effacer de l'horizon tous ceux qui avaient tenté de le faire disparaître. Il faut d'abord retenir ce que Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo a réussi politiquement, et qui sera cité dans l'histoire pour n'avoir jamais été vécu nulle part ailleurs dans le monde à l'époque contemporaine. Il fit basculer une majorité parlementaire politiquement fabriquée par les stratèges de son prédécesseur, une majorité parlementaire introuvable qui voulait imposer une cohabitation présentée comme une coalition en vue de pousser le nouveau Président à ne pas gouverner, mais à inaugurer les chrysanthèmes. Une majorité qui a rejoint le nouveau pouvoir avec armes et bagages. Il faut certes associer à ce phénomène inconnu dans le monde l'esprit de transhumance de l'homme politique congolais, en particulier son absence de conviction dans ce qu'il entreprend et qui le

pousse dans les bras de celui qui a ou qui offre le plus. Il y a ensuite le retour à Washington du républicain Donald Trump. Un retour qui a ouvert la voie à un deal minier historique, autour du minerai congolais dont les États-Unis ont tant besoin pour se maintenir face à la menace chinoise, en contrepartie duquel une garantie de sécurité a été offerte par le pouvoir américain. Un deal conclu et signé le 27 juin 2025 à Washington, qui semble petit à petit éloigner diplomatiquement une guerre imposée de l'extérieur.

Qui, il y a peu, aurait imaginé ces deux événements se produire au Congo ? Le Congo n'était-il pas au contraire voué à endurer sans fin la honte ? Mais ce retour dans la cour des grands, qui demande encore à se préciser et à se confirmer, laisse perplexe les trois voisins que sont le Rwanda, l'Ouganda et le Kenya, qui avaient misé sur la grande faiblesse du Congo et de fait ne comprennent rien à ce qui arrive. La peur a-t-elle changé de camp ? Certes, la diplomatie ne va jamais seule. Elle ne peut tout régler seule. Le « fight and talk » (faire la guerre et en même temps parler avec son adversaire) est dans la guerre la voie de la victoire finale. En d'autres termes, les combats sont faits pour appuyer les négociations. Il est vrai qu'il est impossible de rêver la victoire quand l'on n'a pas asséné un seul coup à son adversaire. Comment ne pas être interpellé quand ailleurs, dans des guerres qui consistent à assurer la souveraineté et l'existence des uns en faisant valoir leur puissance et leur prédominance sur les autres, des armes viennent effacer de la carte des villes entières, éliminer des chefs suprêmes, sans qu'aucune voix ne se lève, nulle part au monde ? Cette planète n'est-elle pas en train de vivre une profonde mutation ?

Et les Congolais ne se posent-ils pas la question, eux qui sont systématiquement agressés et humiliés par des armées ennemies depuis une trentaine d'années et qui n'ont jamais retourné une seule fois leurs armes contre aucun de ces agresseurs ? Que peuvent-ils espérer de la diplomatie ? Comment oublier ces critiques, ces dénonciations de toutes sortes, fondées ou non, se déversant jour après jour, finissant par devenir réalité dans les esprits, dans le pays et à travers le monde ? Une question fondamentale qu'à ce jour Mobutu avait le mieux maîtrisée et qui l'avait conduit à cimenter son ancrage national. La loyauté était la première norme exigée. Venaient ensuite la connaissance et la compétence. Enfin, pour fermer la marche, l'esprit du chef est primordial.

Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo est et reste Congolais, plein et entier. Il pense Congo jour et nuit et les Congolais devraient certainement chercher à mieux le connaître, mieux le comprendre et l'accompagner afin de faire triompher le seul intérêt qui compte, celui du Congo.

Lorsque, le 27 juin 2025, Donald Trump accueillit devant les télé et le monde, dans le bureau ovale, la ministre congolaise des Affaires étrangères, Thérèse Kayikwamba Wagner, et son collègue rwandais, Olivier Jean Patrick Nduhungirehe, lorsqu'il signa en direct les invitations à Washington adressées aux Présidents congolais et rwandais, après avoir déclaré peu avant, le 25 juin 2025, au sommet de l'Otan à La Haye, que « le Congo est à l'ordre du jour » et que « le Rwanda est entré terriblement au Congo, y a mené une guerre à la machette avec des mutilations terribles des populations », on ne saurait imaginer l'effet ressenti, ce que l'on pouvait y voir.

N'était-ce pas, en effet, un message pour l'histoire ! Qui aurait imaginé il y a peu des actes aussi forts posés en faveur du Congo, invitant le pays au cœur et au centre du continent africain à revenir au centre du jeu, et venant de la part de l'homme devant qui tous les dirigeants du monde se précipitent, même les « puissants pays » d'Europe ? D'où les propos de Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, qui parmi les premiers déclara à la journaliste Haryana Verás Victória, correspondante permanente pour l'Afrique à la Maison Blanche, au Sénat américain, au Pentagone et au Département d'État : « Si cette guerre injuste prend fin – une guerre qui a fait des centaines de milliers de morts, certains disent même qu'elle a fait plus de victimes que la Seconde Guerre mondiale... alors, si le Président Trump parvient à mettre fin à cette guerre grâce à sa médiation, il mériterait ce prix Nobel et je serais le premier à voter pour lui. »

Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo sera suivi par deux autres Présidents sur le continent, les Présidents mauritanien Mohamed Ould Cheikh El-Ghazouani et gabonais Brice Clotaire Oligui Nguema. Accueillis à Washington du 9 au 11 juillet 2025 à l'occasion du premier sommet de l'administration Trump, en compagnie d'autres dirigeants africains, ils déclarèrent que Donald Trump méritait le prix Nobel de la Paix pour ses « efforts en faveur de la paix dans le monde ». Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu avait également annoncé, de son côté, qu'il proposerait la candidature de Donald Trump pour cet honneur.

Sans à nouveau rien anticiper sur ce qui arrivera demain – tout est possible dans le monde des hommes – ne faut-il pas voir dans ce retour du Congo au niveau international, une stratégie bien pensée par Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo ?

Le Congo n'est-il pas en passe, si tout est bien pensé et bien mené, si les promesses sont tenues – ce qui est une autre histoire – de gagner une guerre féroce qui aura fait plusieurs millions de morts ?

On peut tout lui refuser, mais l'histoire retiendra le nom de Tshisekedi comme celui d'un stratège. (...).

Comment une part de terre du Congo aida à la victoire des Occidentaux

Un texte signé par Marc Ballion, l'ouvrier qui effectua une brillante carrière dans le Groupe bancaire Banque Commerciale du Congo-Belgoloise.

Mgr Gillon, jeune et brillant scientifique destiné à une carrière académique, fut le premier Recteur de l'Université Lovanium en 1954 à ce qui était alors Léopoldville, Kinshasa. Il se consacra à cette tâche avec ténacité et efficacité, jusqu'en 1972. Il dota son Université d'un réacteur nucléaire expérimental dès 1959. Dans la partie de ce texte, il relate l'histoire de l'uranium, la saga de l'énergie atomique qui s'est déroulée en un demi-siècle, une ébauche du livre L'Atome et l'Homme qu'il publiera en mai 1998. Un temps très court par rapport à l'humanité, un temps essentiel par rapport au devenir de cette humanité. La deuxième partie mettra l'accent sur le rôle stratégique que joua le Congo belge dans la course à l'uranium des États-Unis pour disposer de la bombe atomique.

L'effort fourni par le Congo Belge pour aider les alliés durant la guerre 1940-1945, fut important. Dès l'arrivée à Londres de l'un ou l'autre ministre du Gouvernement belge en juin 1940, le Gouvernement britannique chercha à y attirer l'ensemble du Gouvernement belge en exil afin de s'assurer du soutien du Congo belge en matière d'approvisionnements stratégiques et spécialement en métaux nécessaires à l'effort de guerre. Ce soutien se concrétisa de 1940 à 1944 notamment par la fourniture de quelque 800.000 t de cuivre, 100.000 t de zinc, 10.000 t de cobalt, etc. Mais l'aide que le Congo belge a apportée aux alliés en leur fournissant l'uranium de Shinkolobwe, qui leur permit d'arriver rapidement à développer l'énergie atomique, est restée longtemps secrète et toujours mystérieuse.

IL FUT UNIQUE AU MONDE.

C'est le voile de ce mystère que nous voudrions lever dans cette saga de l'uranium congolais. L'uranium fut découvert



en 1789 par le chimiste allemand Martin Klaproth dans de la pechblende en provenance de la mine de Joachimsthal en Bohême. Il fut, pendant le XIXe siècle, employé simplement comme matière colorante pour les verres et les céramiques leur donnant une belle teinte rouge-orange : quelque 300 t d'uranium furent extraites et utilisées à cette époque. L'uranium, le plus élevé en poids atomique des éléments, est généralement présent en très faible teneur et des gisements concentrés sont exceptionnels.

En 1896, H. Becquerel découvrit la radioactivité naturelle de l'uranium qui émettait spontanément des particules ionisantes. Deux ans plus tard, Pierre et Marie Curie purent extraire de la pechblende, un sous-produit très hautement radioactif : le radium, émetteur de particules a très énergétiques et de rayons gamma utilisables pour les applications médicales dans le traitement du cancer. Le radium (Ra226), qui possède une demi-vie radioactive de 1.600 ans, provient de la désintégration de l'uranium (principalement 238) qui possède une demi-vie de 4,5 milliards d'années : il se trouve donc à raison de 1 g pour 3 t d'uranium (1600/4,5.109). En dehors du gisement de Joachimsthal connu depuis le XVIIIe siècle, des gisements importants furent découverts au Colorado, aux États-Unis vers 1910, ainsi qu'au Canada en 1931. Au Congo Belge, l'uranium fut découvert au Katanga en 1913 dans le gisement de Luiswishi. En 1915, Sharp l'identifie à Shinkolobwe, gisement situé à 25 km environ à l'ouest de Likasi (anciennement Jadotville). En 1917, du Trieu de Terdonck reconnaît ce gise-

ment comme très important. En 1918, Edgar Sengier, directeur de l'Union Minière séjournant en Afrique, obtient du Comité spécial du Katanga la concession du gisement !

Le gisement de Shinkolobwe était unique au monde par la concentration de son minerai, qui contenait de l'uraninite ayant plus de 80 % de U₃O₈. Il fut exploité à ciel ouvert (en carrière) jusqu'à une profondeur de 56 m.

Après 1930, il fallut poursuivre par l'exploitation souterraine qui descendit progressivement par un puits creusé jusqu'à 150 m en 1937. Après 1945, l'exploitation descendit jusqu'à la base du gisement située à la profondeur de 255 m et atteinte en 1958.

Lorsque les chantiers d'exploitation se situèrent en-dessous du niveau hydrostatique du massif (-79 m), des quantités très importantes d'eau s'infiltrèrent dans les galeries et il fallut pomper jusqu'à 1.500 m³ d'eau à l'heure pour poursuivre l'exploitation. Celle-ci se faisait par campagnes de 4 à 6 mois durant lesquels on stockait en surface le minerai nécessaire à alimenter durant un certain temps l'usine de radium de Olen, en Belgique. Entre ces campagnes, la mine fut fermée parfois durant plusieurs années.

La très haute teneur du minerai extrait du gisement de Shinkolobwe permit, jusque 1943, de le trier à la main en séparant les morceaux d'oxyde d'uranium des matières stériles.

Le résultat de ce tri expédié vers la Belgique contenait en moyenne de 60 à 70 % de U₃O₈, qui, lui-même, contient 74 % d'uranium (714/970). Quelques 6 t de minerai brut étaient nécessaires pour pouvoir produire 1g



de radium.

En 1898, Pierre et Marie Curie reçurent de l'Académie des Sciences autrichienne un chargement de déchets de la mine de Joachimsthal dont ils extrayèrent les premiers milligrammes de radium. Dès 1904, du radium fut produit en France à partir de minerais importés. Entre 1904 et 1913,

quelques 25 g de radium furent produits dont une moitié à partir des minerais de Joachimsthal. Des gisements intéressants furent exploités aux États-Unis à partir de 1910. Les États-Unis devinrent rapidement le principal producteur du monde ayant mis sur le marché, entre 1910 et 1923, près de 200 g de radium alors que l'Europe n'en produisait durant cette période qu'une vingtaine de grammes.

Le prix moyen de vente des Américains se situa à 120.000 \$US/g jusqu'en 1919, date à laquelle il chuta à 85.000 \$US/g. En 1921, l'Union Minière, après avoir proposé aux producteurs de radium des États-Unis de leur vendre du minerai de Shinkolobwe, décida de construire à Olen une usine d'extraction du radium dans le cadre de la Société Générale Métallurgique de Hoboken, en Belgique, qui raffinait depuis plusieurs années le cuivre provenant du Katanga. Cette usine devint opérationnelle en 1922. Elle atteindra rapidement une capacité de production de 3 g de radium par mois.

Au moment où l'usine d'Olen produisait son premier gramme de radium, il y eut à Tervuren, le 13 novembre 1922, une cérémonie officielle en présence du Roi Albert au cours de laquelle Edgar Sengier fit une communication sur « la découverte du minerai de radium au Katanga ». Mais il ne suffisait pas à l'Union Minière de posséder le plus riche gisement d'uranium du monde : il fallait encore pouvoir vendre le radium

produit. Cela s'avéra plus difficile que prévu, car le marché, essentiellement limité à la thérapie du cancer, pouvait facilement se saturer et, bien que la production de l'usine d'Olen atteigne 40 g de radium par an, l'Union Minière n'arriva à en vendre qu'une vingtaine de grammes par an entre 1923 et 1927, période durant laquelle le prix descendit de 85.000 \$US/g à 65.000 \$US/g. Les années 1928 à 1931 furent meilleures avec une vente moyenne d'une cinquantaine de grammes par an à des prix descendus vers les 50.000 \$US/g.

Pour commercialiser le radium, l'Union Minière avait installé à Bruxelles au Département Radium, une équipe de scientifiques et de techniciens qui, à partir du bromure de radium fourni en tube de verre par l'usine d'Olen, va, d'une part, le transformer en composés chimiques adéquats à la commercialisation et, d'autre part, le conditionner dans des cellules en platine enfermées dans des aiguilles ou dans des tubes aptes aux applications médicales.

Les chercheurs du Département Radium s'efforcèrent de multiplier et de préciser les usages thérapeutiques et d'en développer d'autres : peintures phosphorescentes de cadrans de montres, etc. Quant à l'uranium lui-même, sous-produit de la production du radium, l'Union Minière en vendait annuellement quelque 80 t destinées à la coloration des céramiques.

La crise boursière mondiale de 1932 voit le marché du radium s'effondrer. De plus, les Canadiens exploitent le gisement de Great Bear Lake. Le prix du radium baisse de 50.000 \$US/g à 30.000 \$US/g en 1936, puis à 15.000 \$US/g en 1938. En 1938, l'Union Minière conclut un accord avec les Canadiens pour se répartir le marché mondial : 60 % pour

Directeur de la Société générale de Belgique et directeur de l'Union minière du Haut Katanga, le Belge Edgar Sengier, né à Courtrai, le 19 octobre 1879, mort à Cannes, le 26 juillet 1963, au centre de l'uranium de Shinkolobwe qui aida les États-Unis à neutraliser le Japon, fut le premier civil non américain à recevoir la Medal for Merit décernée par le gouvernement des États-Unis. DR.

l'Union Minière, 40 % pour les Canadiens. Les stocks s'accumulent, l'Union Minière prête du radium aux universités belges et même à l'étranger : l'Institut du Cancer à Louvain dispose de 50 g. En 1937, l'Union Minière arrête l'exploitation de la mine d'uranium; elle avait en stock 6.000 t de concentré d'U₃O₈, 2.500 t de composés divers d'uranium et plus de 180 g de radium. La production mondiale totale de radium était restée inférieure à 2.000 g. Après la guerre, l'Union Minière reprit la production de radium en partie avec les tailings récupérés de la fourniture d'uranium au Royaume-Uni. En 1947, l'Union Minière fêta la production du 2.000 g de radium.

Mais le marché mondial du radium s'effondra presque complètement sous la concurrence des isotopes radioactifs produits dans les réacteurs nucléaires et, en particulier, du cobalt qui remplaça le radium pour la thérapie du cancer. Les sources de neutrons (Ra, Be) restèrent demandées pour la prospection pétrolière. Quant aux peintures lumineuses au radium, elles furent strictement interdites. La propriété des tailings, résidus du traitement des minerais pour en extraire l'uranium, exigée par Edgar Sengier lors des fournitures de minerais d'uranium durant et après la guerre, aurait pu tourner à la catastrophe financière si l'Union Minière avait été effectivement obligée de les rapatrier des États-Unis vers la Belgique après 1970. Fort heureusement, certains se souvenaient encore à Washington des services rendus du temps de la guerre et une solution à l'amiable fut trouvée avec l'Atomic Energy Commission qui avait repris les obligations et droits du Manhattan Project. Des essais de diver-

(Suite à la page 10).

Comment ils mirent la main sur l'uranium de Shinkolobwe qui leur permit de gagner la guerre

(Suite de la page 9).

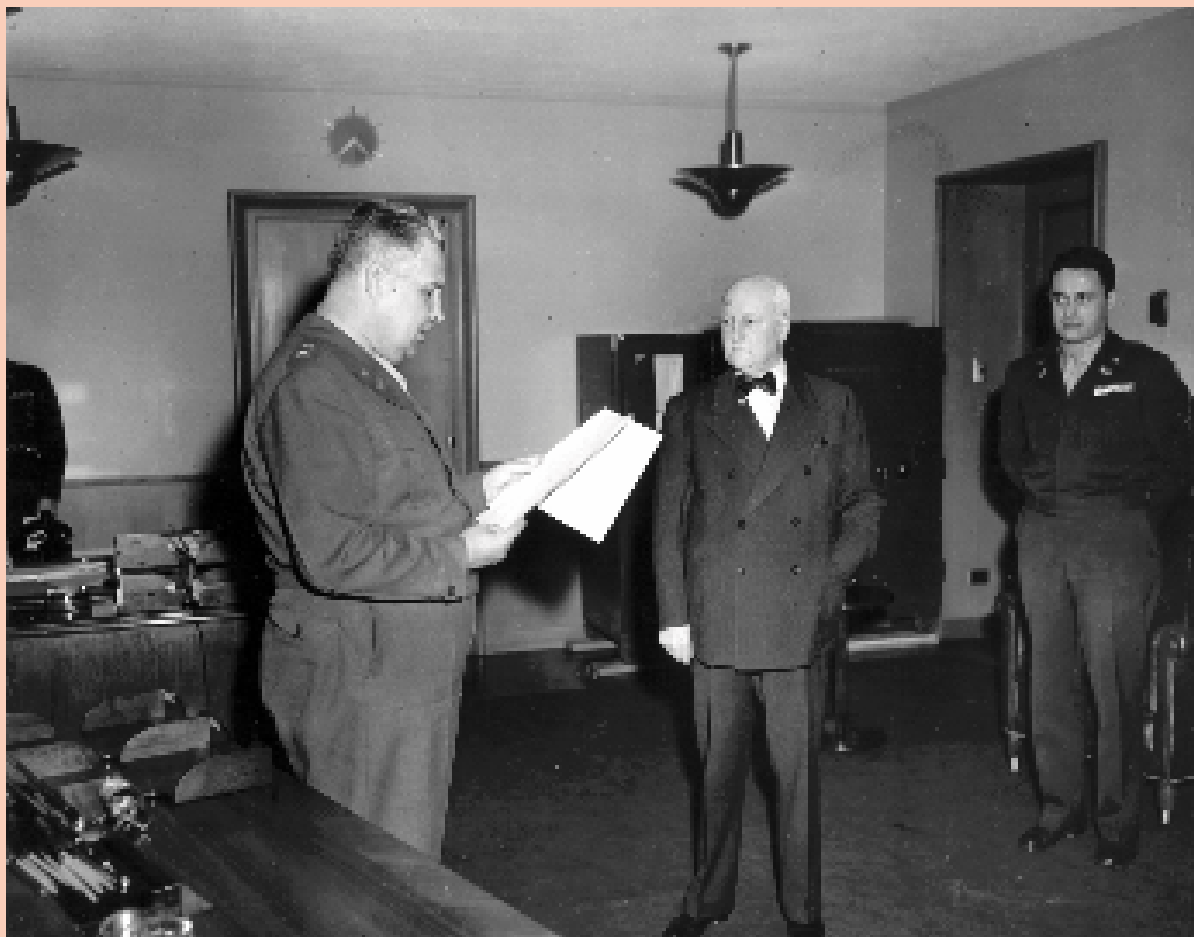
sification du radium, tel le programme actinium pour des applications spatiales, n'aboutirent à aucun rendement commercial.

LA GRANDE DÉCOUVERTE.

En 1932, James Chadwick, physicien anglais travaillant à Cambridge, découvrit le neutron. Proton et neutron sont les particules fondamentales de la structure des noyaux atomiques. Le neutron est une particule de masse voisine de celle du proton mais qui ne porte pas de charge électrique: il entre donc facilement dans le noyau atomique où il provoque d'importantes modifications. Un nouvel usage du radium se développa immédiatement: un mélange de radium et de poudre de béryllium produisait, par réaction des particules alpha émises par le radium avec le béryllium, un intense faisceau de neutrons.

Les physiciens se mirent immédiatement à bombarder de très nombreux corps avec les neutrons émis par cette source. Beaucoup de ces Corps se transformaient en isotopes radioactifs souvent voisins du corps bombardé et contenant un proton de plus que l'élément primitif. L'uranium est l'élément le plus élevé en poids atomique existant dans la nature. Il contient 92 protons. On espérait, en le bombardant avec des neutrons, arriver à créer un nouvel élément transurannique qui contiendrait 93 ou même 94 protons suite à l'émission d'électrons négatifs. Des physiciens, tels que Fermi à Rome, Mme Joliot Curie à Paris et Otto Hahn à Berlin, s'étaient mis à la recherche de cet élément. À ce moment, une chimiste allemande, Mme Ida Noddack, écrivit, le 10 septembre 1934, La possibilité de fission. « À la place d'un transurannique, on peut penser que, sous l'action des neutrons, les éléments lourds puissent se casser en plusieurs gros fragments qui seraient des isotopes de corps connus sans être des voisins de l'uranium ».

Mais Ida Noddack ne faisait pas partie de la Nomenklatura des physico-chimistes de l'époque. Elle avait déjà fait certaines erreurs. Personne ne prêta l'attention voulue à sa prédiction. Et c'est probablement pourquoi Hitler n'eut pas



Directeur de la Société générale de Belgique et directeur de l'Union minière du Haut Katanga, le Belge Edgar Sengier, né à Courtrai, le 19 octobre 1879, mort à Cannes, le 26 juillet 1963, au centre de l'uranium de Shinkolobwe qui aida les États-Unis à neutraliser le Japon, fut le premier civil non américain à recevoir la Medal for Merit décernée par le gouvernement des États-Unis. DR.

la bombe atomique. Car si Otto Hahn avait pris au sérieux la suggestion d'Ida Noddack, il aurait pu découvrir la fission dès 1935, bien des années avant que les États-Unis ne soient motivés pour développer le Manhattan Project. Frédéric Joliot, en recevant le prix Nobel en 1935 avec Inès Joliot-Curie, annonça, d'ailleurs, dans son discours que « l'homme pourrait réaliser des réactions en chaîne explosives libérant une énorme énergie ». En 1938, on en était toujours à chercher les transuranniens. Cependant, il devint de plus en plus évident que le bombardement de l'uranium par des neutrons cassait ces noyaux en morceaux. En janvier 1939, Otto Hahn à Berlin publia l'annonce de la découverte de cette fission. Il avait mis en évidence que, parmi les produits résultants de l'action des neutrons sur l'uranium, il y avait du baryum et d'autres morceaux de noyaux lourds. Il ne fallut pas longtemps au monde scientifique pour reproduire ces expériences et montrer que, lors de la fission de l'uranium, il y avait non seulement de gros morceaux de noyaux mais également plusieurs neutrons qui étaient émis ainsi qu'une grande quantité d'énergie. C'était la première réalisation par l'homme de la transformation de la matière en énergie, annoncée par Einstein dès 1912 dans une fameuse équation: $E=mc^2$.

Très rapidement, l'Union Minière fut informée de l'importance que pourrait prendre l'uranium - jusqu'à présent simple sous-produit de la production du radium - non seulement en application énergétique, mais même en application militaire. Le 8 mai 1939, Frédéric Joliot, après avoir déposé le 4 mai des brevets secrets couvrant l'utilisation de l'énergie atomique, vint trouver Edgar Sengier à Bruxelles pour lui proposer une association avec l'Union Minière pour le développement de cette énergie nouvelle. Le 10 mai, Sengier est à Londres chez Lord Stonehaven. Directeur de l'Union Minière en Angleterre, où il rencontre le physicien britannique Sir Henri Tizard de l'Imperial College. Conseiller scientifique du gouvernement anglais, Tizard demande à Sengier une option pour le Royaume-Uni sur l'uranium disponible à l'Union Minière. Sengier ne s'engage pas et poursuit ses contacts avec Joliot. Le 13 mai, son directeur de la section radium, Lechien, paraphe un contrat entre l'Union Minière et la Caisse Nationale Française de la Recherche Scientifique, détenteur des brevets secrets de Joliot, pour une exploitation en commun de toutes les applications de la fission de l'uranium. L'Union Minière s'engage à fournir le minerai nécessaire. Mais la signature de ce contrat ne se fera pas: Joliot veut

créer une société civile (privée) qui signerait le contrat avec l'Union Minière à la place de la Caisse Nationale de la Recherche Scientifique. Joliot se demande s'il pourrait faire une masse critique, si pas une bombe, avec le stock de minerai en possession de l'Union Minière. Dès le 23 mai 1939, l'Union Minière expédie à Paris 4.800 kg d'oxyde d'uranium, alors qu'une promesse était faite d'en fournir 50 tonnes. Mais la guerre entre l'Allemagne hitlérienne et l'Europe de l'Ouest se prépare. Edgar Sengier quitte la Belgique pour s'installer à New-York en octobre 1939. Avant son départ, il donne ordre d'évacuer les stocks de radium se trouvant en Belgique vers le Royaume-Uni, puis les États-Unis. Plus de 120 g de radium prendront ainsi le chemin de New-York. La volonté de Sengier d'évacuer l'uranium vers les États-Unis n'est pas certaine, car il négocie encore en avril 1940 avec Joliot la constitution d'une société d'exploitation de l'énergie nucléaire: l'uranium reste en grande partie en Belgique. Les stocks d'Olen furent partiellement dispersés en France (72 t), aux Pays-Bas, (quelques wagons) et 1.200 t tombèrent en Belgique aux mains des Allemands qui les réquisitionnèrent en 1941. Vers la fin de la guerre, les Américains, anxieux de savoir où étaient les Allemands

dans leurs recherches nucléaires, organisèrent une opération appelée AL-SOS, traduction grecque du mot cave c'est-à-dire Groves du nom du général américain dirigeant le Manhattan Project. Cette opération retrouvera 30 t de sels d'uranium à Toulouse et surtout, en avril 1945, 1.100 t dans une usine près de Strassfurt dans le Sud de la Bavière. Cette découverte prouva aux alliés que les nazis avaient abandonné l'espoir de développer l'arme atomique après avoir essayé de construire des réacteurs avec de l'eau lourde de Norvège. Mais en dehors de l'uranium se trouvant en Belgique, il y a la mine de Shinkolobwe au Congo. Son exploitation a été arrêtée en 1937 mais il reste sur le carreau de cette mine toute une production qui n'a pas encore été expédiée. En 1940, Sengier, qui se trouve à New-York, donne instruction à l'Union Minière d'expédier, du Katanga aux États-Unis, un stock de minerai à plus de 65% de U₃O₈. Quatre cents tonnes métriques sont embarquées à Lobito Sur le navire West Humhaw le 25 septembre 1940 et 669 t y sont embarquées sur le West Lashaway le 21 octobre 1940. Ces 1.139 t de minerai sont stockées dans un hangar à Port Richmond dans Staten Island, près de New-York. Personne, en 1941 et jusqu'en septembre 1942, ne s'intéresse à ce minerai malgré des offres de Sengier au Département d'État à Washington. Tant et si bien que Sengier voulut, vers juillet 1942, en expédier 100 t au Canada pour en extraire le radium.

LA FUITE DES CERVEAUX.

La grande découverte de la fission a été faite par Otto Hahn à Berlin le 22 décembre 1938. L'Europe est chavirée par une succession de guerres voulues par Adolphe Hitler pour dominer le monde et établir un troisième Reich qui devait être millénaire. Pour réaliser cette domination nazie, Hitler estimait indispensable d'éliminer le peuple Juif. Dès 1934, il sévit contre les Juifs. Il va chasser d'Europe une pléiade de physiciens juifs de renom qui, les uns après les autres, iront s'installer aux États-Unis. Einstein, le plus célèbre, est brimé dès le début du nazisme, mais il est trop célèbre pour pouvoir

être persécuté. Il quittera l'Europe fin 1933 pour s'établir à Princeton, après un séjour à Coq-surmer (De Haan), en Belgique.

Léo Szilard, né à Budapest en 1898, se forme surtout à Berlin dans les années 1920-1930. Il côtoie Einstein. En 1932, après la découverte du neutron, il est fasciné par le livre de H.G. Wells, *The world set free*.

Bien que fiction à cette époque, la bombe atomique pourrait changer le monde. Szilard quitte l'Allemagne pour l'Angleterre. Il passera ensuite aux États-Unis.

Eugène Wigner, né à Budapest en 1902, se forme à Berlin; il partira pour Princeton dès 1930. Edward Teller est aussi né à Budapest mais en 1908. Il fuira le nazisme en 1934. Il deviendra plus tard le père de la Bombe H. Enrico Fermi est italien. Il devient, après 1932, le meilleur spécialiste du neutron. Il n'est pas juif mais sa femme est d'origine juive. Il s'installe définitivement aux États-Unis, en janvier 1939.

Tous ces scientifiques allemands, hongrois et italiens ont fui l'Allemagne hitlérienne et l'Italie fasciste.

Ils sont effrayés de la sauvagerie des régimes totalitaires. Dès le 15 janvier 1939, ils ont été avertis de la découverte de Hahn. Ils ont répété l'expérience, mesuré les neutrons de fission, calculé l'énergie libérée: ils entrevoyaient la possibilité d'applications explosives. Ces émigrés de récente date sont terrifiés à l'idée que les nazis pourraient développer l'arme atomique. Ils veulent alerter le président des États-Unis pour que l'Amérique puisse être la première à posséder cette arme, avant qu'Hitler ne puisse en disposer pour asservir le monde entier.

Du coup, les États-Unis déploient d'incroyables efforts pour disposer des premières bombes atomiques grâce à l'uranium du Congo-Belge. À lire dans le prochain article.

MARC BALLION ■

avec Mgr Luc Gillon, Dr en sciences physiques (énergie nucléaire), premier recteur de Lovanium. Communication faite à Louvain-la-Neuve en décembre 1990, revue Mémoires du Congo, du Rwanda et du Burundi, Bruxelles, n°74, septembre 1995, meoiresducongo.be.

Trump

Il admire la puissance

Par le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba.

Il est pour l'Amérique, son Amérique seule. «America First», l'Amérique d'abord. Il est pour la Puissance. «Make America Great Again», rendons sa grandeur à l'Amérique. «Keep America Great », maintenons la grandeur de l'Amérique. Donald Trump est de retour à la Maison Blanche pour au moins - qui sait ? - les quatre années à venir. Le nouveau président américain admire Vladimir Poutine, le président russe qui a mis l'Ukraine, pays de l'Europe, à genoux ; il est séduit par Benjamin Netanyahu, l'Israélien qui a réduit Gaza en champs de ruines. Le président de l'Ukraine Volodymyr Zelensky qui redoutait son retour au pouvoir s'est courbé à l'annonce du triomphe. Trump a battu Kamala Harris ? C'est parce qu'il « était bien plus fort », a assuré Zelensky. «J'adore le message du président Trump quand il parle», poursuit-il dans une interview au podcaster américain Lex Fridman. Netanyahu a repoussé l'accord avec Hamas en attendant la veille de l'investiture de Trump sûr que le nouveau président américain ne lui imposerait rien qui irait à l'encontre d'Israël. Lui qui a toujours considéré Trump comme l'allié clé de la sécurité et des intérêts de son pays, a qualifié ce retour à la Maison Blanche comme «le plus grand retour de l'Histoire»!

Donald Trump est pour la puissance, la puissance seule. Avant sa prise de



Donald Trump et Keir Starmer. À la réunion d'urgence du Conseil de Sécurité à New York, dimanche 26 janvier, leurs diplomates étaient en pointe. DR.



fonctions, il a annoncé, sans exclure le recours à la force, son intention d'annexer le Groenland, territoire autonome du Danemark, le canal de Panama voire le Canada, ravivant les tensions avec les gouvernements danois, panaméen, canadien.

Peu avant Noël, il a assuré que « les États-Unis d'Amérique estiment que la propriété et le contrôle du Groenland sont une nécessité absolue ». Le 8 janvier, il a dépêché son fils aîné Do Jr et plusieurs représentants voulant afficher ses intentions sur

le Groenland aux yeux du monde. Un projet soutenu par son 1er conseiller, le 1er milliardaire du monde Elon Musk.

Le Groenland est exceptionnellement riche en «minéraux critiques», ressources en minerais, métaux rares et hydrocarbures. Une zone hautement stratégique ! D'après le département américain de l'Énergie, ces minéraux sont essentiels pour les « technologies qui produisent, transmettent, stockent et conservent l'énergie » et qui présentent « un risque élevé

de rupture de la chaîne d'approvisionnement ».

Un rapport publié en 2024 par The Economist présente les sols arctiques comme contenant des gisements (connus) de 43 des 50 minéraux critiques listés. Pour Trump, le Groenland et le canal de Panama sont «très importants pour la sécurité économique» de son pays, a assuré le président dans une conférence de presse tenue à sa résidence de Mar-a-Lago, en Floride.

Prisé par Trump, le canal de Panama construit par les États-Unis et ouvert en 1914 est sous le contrôle du Panama depuis 1999, après un accord signé en 1977 par Jimmy Carter. «Chaque mètre carré du canal de Panama et de ses zones adjacentes appartient au Panama et continuera à lui appartenir », déclare le président du Panama José Raul Mulino.

Trump a donc les yeux braqués sur le Canada. La perspective que ce pays devienne le 51ème État des États-Unis est une «excellente idée», assène-t-il alors que le Canada vit une crise politique après l'annonce de la démission de Justin Trudeau, le Premier ministre.

Avec le Canada, Trump veut principalement faire disparaître les droits de douane. «Les impôts baisseraient considérablement et le Canada serait totalement sûr face à la menace des navires russes et chinois» déclare l'homme qui a souvent appelé «gouverneur Trudeau» pour désigner le titre du chef de

l'exécutif d'un État américain.

Trudeau a fini par réagir. Il exclut toute possibilité de fusion entre les deux pays. «Jamais, au grand jamais, le Canada ne fera partie des États-Unis». «Il ne va pas envahir le Canada, il ne va pas déclarer la guerre au Groenland même s'il le menace. (...) Il agite les armes de la négociation avec l'expérience qu'il a. Il a été à la Maison Blanche, il sait comment ça marche», analyse un expert.

Il n'empêche ! Comment un homme qui exprime aussi publiquement ses visées expansionnistes de territoire pourrait calmer Poutine et d'autres? Que dit-il des crises en Afrique, continent qu'il n'avait jamais visité lors de son premier mandat et qu'il n'envisage pas de visiter au cours de celui qui s'est ouvert le 20 janvier 2025?

Il est vrai que le président américain républicain milliardaire reste un homme d'affaires et l'Afrique l'intéresserait non pas pour les droits de l'homme ou la gouvernance mais pour son sous-sol, ses minerais rarissimes qui sécuriseraient les intérêts stratégiques de son pays, les États-Unis.

Dans ce jeu, le Congo a sa part pleine et entière. Soyons-en convaincus: la solution dans cette guerre face au Rwanda viendra des Anglo-Saxons. À la réunion d'urgence du Conseil de Sécurité à New York, Washington et Londres étaient en pointe. Soyons focus.

Le Procureur Général réclame des preuves dans les affaires liées à la fraude électorale

THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

international

SINCE 1989

N°1605 | LUNDI 15 AVRIL 2024 | 20 PAGES €7 \$8

Tout réside dans le casting



La Première ministre Judith Siminwa Tuluka s'est déjà mise au travail en engageant des consultations en vue de la formation de son gouvernement. DR.

548632 898755

LE SOFT INTERNATIONAL A ÉTÉ RÉPERTORIÉ À NEW YORK PAR LE QUOTIDIEN THE NEW YORK TIMES COMME UNIQUE NEWSPAPER EN ZONE AFRIQUE CENTRALE.

Kwilu, quid de la conférence des Gouverneurs

La XIIIème Conférence des Gouverneurs annoncée à la XIIème Conférence tenue mi-juin 2025 à Kolwezi, dans la province de Lualaba, confirmée le 11 novembre par une ordonnance présidentielle lue à la Radio-télévision nationale, Rtcn, n'a donc pas ouvert ses portes le 3 décembre 2025 à Bandundu Ville, la capitale de la province du Kwilu. Un communiqué officiel du gouvernement a annoncé son report sans annoncer une quelconque date de la tenue de cet immense événement politique et économique national hautement stratégique. Il y avait certes l'absence d'infrastructures d'accueil mais aussi le nouvel agenda du Président de la République dont cette rencontre historique et diplomatique annoncée à la quasi même date - le 4 décembre - à Washington, à la Maison blanche, dans le bureau ovale, autour du président américain Donald Trump. Dans un texte mis en ligne le 29 novembre sur le site @Presidence_RDC, le Chef de l'État déclare ce qui suit: « Je me rendrai à Washington pour entériner l'accord signé avec le Rwanda sous l'égide des États-Unis et qui a déjà été rendu public en toute transparence ».

Reçue à un banquet organisé le 15 février 2019 à la Cité de l'Union Africaine



Sur la piste de l'aéroport national de Basoko, à Bandundu Ville, empruntée du matin au soir par des riverains. DR.

par le Président de la République Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo qui venait d'accéder au pouvoir suprême une vingtaine de jours avant, le 25 janvier, immédiatement après son investiture à la magistrature suprême, l'équipe de campagne du Grand Bandundu conduite par le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba au titre de Directeur de campagne dans l'espace Grand Bandundu, avait présenté un projet prioritaire iconique à réaliser par le nouveau président, attendu par la population bandundoise (les trois provinces du Kwango, du Mai-Ndombe et du Kwilu) outre celle de l'Équateur. Il s'agit de la route nationale n°17, la RN 17, Mongata-

Bandundu Ville via les localités Masa-Mbia et Bendela, soit 385 kms. Parmi les personnes associées à ce dîner de remerciement qui avait eu lieu dans la même salle un jour après la réception par le nouveau Chef de l'État des personnalités originaires du Grand Kasai conduites par le patriarche Kitenge Yesu d'heureuse mémoire, et qui avait rassemblé une centaine de personnes, il faut citer un ancien premier ministre de Mobutu, Joseph N'singa Udjuu Ungwankebi Untube d'heureuse mémoire, mais aussi Jean-Baudouin Mayo Mambembe, qui sera nommé peu après Vice-premier ministre en charge du Budget, Désiré Cashmir Eberande

Kolongele, l'actuel Conseiller spécial du Président de la République en matière de sécurité, Laurent Batumona Nkhandi Kham, alors directeur général à la Direction Générale de la Dette Publique. Tous notables de l'espace Grand Bandundu. La route nationale n°17 est l'une des voies économiques par excellence du pays. Un financement avait été mobilisé par la Banque Africaine de Développement, BAD, les travaux de réhabilitation entrepris en juillet 2022 par une firme chinoise du nom de SCI qui avait gagné le marché mais la milice Mobondo apparue peu après, qui a tué à ce jour plus d'un millier de personnes depuis

2022 dont des chefs coutumiers de cet espace, selon un bilan provisoire dressé par les Forces armées congolaises, FARDC, a tout bloqué, la RN 17 étant devenue infrequentable.

DES DÉFIS INTENABLES.

« S'il faut faire un bilan partiel des opérations de traque des miliciens Mobondo dans les opérations Ngemba, sur l'axe Kwamouth-Bagata, nous remarquons sur terrain des scènes d'horreur dignes d'un film d'Hollywood et qui font froid au dos. Depuis l'année 2022 jusqu'à ce jour, nous avons enregistré plus de 1.000 personnes tuées du côté civil, sans compter les agents de l'ordre tombés sur le champ de bataille », a déclara-

ré début mars 2025, à Kikwit, le grand centre de négoce du Grand Bandundu, le capitaine Antony Mwalushayi, porte-parole des Opérations « Ngemba » à la XIème région militaire du Grand Bandundu. La ville de Bandundu, capitale de la province du Kwilu, siège des institutions provinciales, est une ville enclavée. S'y rendre par la route depuis la capitale Kinshasa n'offre qu'une possibilité raisonnable, la RN 17 aujourd'hui interdite de circulation sauf à en courir de gros risques. Il est possible cependant d'atteindre le siège des institutions provinciales, en venant de Kinshasa, par la localité de Buzala, depuis le site dit 316,

situé après la ville de Kenge, le chef-lieu de la province du Kwango, soit 201 kms, mais qui demande de passer par un pont dont l'état est désastreux ou, plus loin encore, par la ville de Bagata mais en passant par les cités de Masimanimba, Vanga et Bagata. Soit trois territoire à parcourir, ce qui porte à une distance d'environ 500 kms. Reste que quelque soit le chemin que vous choisirez d'emprunter, toucher le sol de la ville de Bandundu, vous fait traverser la rivière Kwilu que l'on atteint par un bac tiré par un petit moteur, et qui ne peut accepter que trois véhicules à la fois, aucun pont ne reliant sur cette rivière le chef-lieu de

(Suite en page 14).

Vers quelles solutions alternatives

(Suite de la page 13).

la province. Comment pouvait-on penser y amener des centaines de personnalités nationales voire internationales, politiques, économiques, culturelles, et autres, que requiert un événement d'aussi grande taille? Seule possibilité la desserte aérienne. Problème majeur : l'aéroport national de Basoko, du nom de l'infrastructure aéroportuaire de la ville de Bandundu, est actuellement desservi par des « avions de brousse ». Mais la piste d'atterrissage est un autre problème.

Dans une correspondance officielle du Directeur général de l'Office des Routes, OR, le professeur Jeanneau Kikangala Ngoy, datée du 13 octobre 2025, adressée aux plus hautes autorités du pays, avec ampliation au Président de la République, dont Le Soft International a pris connaissance, les questions qui se posent pour la tenue de cette conférence aux dates annoncées paraissent pour l'instant insurmontables. Une convention signée fin juillet 2025 entre la Régie des Voies Aériennes-Société Anonyme, RVA-SA, société de l'État actionnaire unique, qui gère une cinquantaine d'aéroports et aérodromes du pays et l'Office des Routes pour des travaux de réhabilitation des chaussées aéronautiques de l'aéroport national de Bandundu, montre des défis intenable. Le premier de ces défis est l'absence de bitume sur le marché de la province, mais aussi l'absence des carrières des concassés recommandés pour le béton bitumineux outre l'absence des matériaux pour l'asphaltage et le concassage. Si une commande de 40 tonnes de bitume a pu être faite à Kinshasa par l'Office des Routes qui a déjà perçu une partie de la somme réclamée à la RVA-SA (près de 1 million cinq cent mille \$US



Avion de brousse sur la piste de l'aéroport national de Basoko, Bandundu Ville. DR.

pour les aéroports de Bandundu et de Kikwit), la question reste de savoir comment ces tonnes de bitume seront livrées à Bandundu Ville et à quel moment dès lors qu'elles ne doivent emprunter que la voie fluviale qui nécessiterait deux semaines au minimum.

Outre les problèmes d'accès, la ville de Bandundu n'est pourvue d'aucune infrastructure susceptible d'abriter un tel événement. Elle ne dispose ni d'un immeuble susceptible de recevoir cet événement, ni d'hôtels ou des bâtiments pouvant loger des centaines d'invités. Dans une autre vie, c'est la ville de Kikwit, plus au sud de la province, qui fut choisie pour abriter, une conférence des gouverneurs. En partant de Kinshasa, sur la RN1, on se rend à Kikwit après sept heures de route en passant par Kenge et Masimanimba, le chef-lieu de l'un des cinq territoires de la province du Kwilu. Cette RN1 reste l'une des plus belles avenues du pays qui vient d'être réfectionnée par l'Office des Routes. Mais le siège des institutions du Kwilu est la ville de Bandundu et il est temps de faire

émerger des infrastructures si l'on veut faire jouer toute sa place au chef-lieu de la province. La première de ces infrastructures est l'ouverture par le bitumage de la RN17, ce qui passe par la fin de l'insécurité, qui demande le règlement de la question de la milice Mobondo.

LE SCHÉMA DES SPORTIFS.

Reste pour un si vaste pays qu'est le Congo la seule alternative possible, la voie aérienne, qui aujourd'hui relie la ville de Bandundu avec l'extérieur et qui demande impérativement à fonctionner selon les normes de l'IATA et de l'OACI. Les problèmes de l'aéroport de Basoko se retrouvent sur l'autre aéroport du Kwilu, à Kikwit, appelé aussi aéroport de Nzinda. Le début des travaux annoncé fait face aux mêmes défis, explique le Directeur général Jeanneau Kikangala Ngoy. Rupture des concassés, rareté de bitume, absence d'engin finisseur pour la pose d'enrobés, etc. Face à ces difficultés, Kikangala Ngoy appelle à « l'implication du Gouvernement central pour toute solution urgente pour l'exécution totale si

possible des travaux sur l'aéroport national de Bandundu avant la tenue de la conférence des Gouverneurs ».

Il propose de ramener et d'installer à Bandundu ville l'usine d'asphaltage présentement à Kikwit en vue de poursuivre le renforcement de la piste après la tenue de cette conférence. Il appelle le Gouvernement central à financer le transport et l'installation des usines d'asphaltage et de concassage acquises depuis 2010. Le président du Conseil d'Administration de la RVA-SA, le professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba qui a débarqué, le 4 octobre, sur l'aéroport de Basoko, pour la troisième fois en un an, en mission d'inspection des plateformes aéroportuaires, avant de se rendre par la route à Kikwit, où il inspectait l'Aéroport de Nzinda pour la deuxième fois, a fait le même constat amer. En dehors d'une « volonté ferme et déterminée du pouvoir central », il pense que le rendez-vous de décembre pourrait ne pas avoir lieu. Si l'absence d'infrastructures dans les villes de Bandundu ville et de Kikwit ne saurait constituer

un problème pour un homme politique appelé constamment à aller voir et vivre les réalités des populations dans l'arrière-pays, la question majeure, pour le président du Conseil d'Administration, reste d'atteindre les sites.

Aucune des pistes de ces deux aéroports ne saurait accueillir l'avion présidentiel dans des conditions de sécurité et de sûreté et certainement pas le nombre d'aéronefs qui seraient appelés à se poser pour cet événement. À Kikwit, outre que la piste est abîmée et prise d'assaut par des riverains, deux têtes d'érosion menacent la piste aérienne. Dans une présentation faite le 6 octobre au président du Conseil d'Administration de la RVA-SA, le chef d'aérodrome, Michel Esungi Bakanyaka a été explicite. Il a insisté sur « le dossier préoccupant de spoliation de l'emprise aéroportuaire » avec « des occupations anarchiques installées aux abords voire à l'intérieur de la zone aéroportuaire », ce qui « entraîne une présence incontrôlée de personnes et la divagation d'animaux (chèvres, porcs, vaches, chiens, volailles, etc.) sur la

piste, particulièrement lors des phases d'atterrissage et de décollage ». Il a déclaré que « cette spoliation et cet envahissement du site aéroportuaire ont atteint des proportions inquiétantes avec comme conséquences la menace de la destruction de la piste d'envol par les eaux de pluie provenant des toitures des maisons des spoliateurs. Ce ruissellement des eaux entraîne sable et déchet sur la piste et crée déjà une érosion qui avance à pas de géant vers la piste. Ces maisons construites dans le site aéroportuaire perturbent la propagation des ondes radioélectriques, constituent une entrave à la circulation aérienne et expose la population environnante à un risque majeur pour la sécurité aérienne et compromet la conformité de notre aéroport aux normes de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale, OACI ». Michel Esungi Bakanyaka a sollicité « un appui ferme pour la sécurisation de l'emprise aéroportuaire, le dégagement de la zone de sécurité, ainsi que la poursuite effective des travaux de réhabilitation de la piste ».

De poursuivre : « Nous faisons face à plusieurs autres défis matériels : le salon d'honneur se trouve dans un état de vétusté avancé, nécessitant une rénovation urgente pour offrir un cadre d'accueil digne aux autorités et aux passagers VIP. Nous manquons cruellement de matériels de lutte contre l'incendie (extincteurs, tenues et équipements de première intervention), indispensables pour la sécurité opérationnelle. L'aérodrome dont la piste a une longueur de 1.570 m et une largeur de 30 m ne dispose pas d'un véhicule de service pour assurer les inspections régulières de la piste et suivi des activités techniques surtout en période de pluie. La police aéroportuaire manque de

tenues et de moyens logistiques adéquats pour accomplir efficacement ses missions de sécurité et d'ordre ».

Puis : « Depuis l'année 2020, à la suite de la pandémie de COVID-19, la compagnie aérienne KinAvia, qui desservait régulièrement Kikwit a suspendu ses activités. Cette interruption a fortement affecté la dynamique de notre aéroport, tant sur le plan opérationnel que financier. Nous ne recevons que des Vols Non Réguliers, VNR, pour des affrètements. Nous saluons les efforts constants de l'Administration centrale de la RVA-SA, notamment pour les salaires et l'approvisionnement en carburant du groupe électrogène alimentant la station VSAT. Toutefois, la quantité allouée mérite d'être revue à la hausse, car les équipements photovoltaïques arrivés depuis 2020 ne sont toujours pas installés. Leur activation allégerait considérablement la charge énergétique et améliorerait la continuité de nos services ».

Face à des défis aussi majeurs, le réaménagement du calendrier de la conférence s'impose de plus en plus. Il faut d'ores et déjà se préparer à un report de cette conférence. Il appartient au gouvernement de s'assurer avant tout qu'un niveau minimum d'accueil est atteint. L'option de fracturation du programme pourrait aussi être envisagée. Ce que la ville de Bandundu ne pourrait donner, cela peut être donné par une autre ville. Rien que le schéma observé dans les milieux sportifs. En fonction des infrastructures d'accueil, il est courant désormais que deux ou trois villes se répartissent des tâches et organisent en même temps un même événement sportif. À qui cela ferait mal ? Reste aux Autorités provinciales de ne pas dormir sur leurs lauriers. Il y va de l'image de la province.

D. DADEI ■

Le Sénateur Labila redonne espoir à son Kwilu natal

La la charge d'importants dossiers au sein du cabinet du ministre des Infrastructures et Travaux Publics, ITPR, l'ancien député national John Banza Lunda. Ayant joué longtemps un rôle hautement stratégique dans ce ministère, élu plus tard député dans la circonscription d'Idiofa, dans la province du Kwilu, l'espace Grand Bandundu, ayant arraché un siège aux derniers scrutins de sénateurs comme le candidat le mieux élu et siégé quelques moments à la chambre haute du parlement, il s'est trouvé face à un choix cornélien: garder le siège emblématique de parlementaire ou rester et terminer le travail dans un ministère dont il connaît et maîtrise les rouages à un moment où les dossiers d'infrastructures et des travaux publics relèvent, aujourd'hui plus que jamais, de la plus haute importance économique, politique et sociale ?

Le Sénateur Papy Labila Nkalim a donc choisi de descendre sur le terrain plus qu'avant dans l'accompagnement des actions d'un ministère si important dans l'existence de l'homme en optant de garder que très peu de temps à passer dans le fauteuil de son bureau, sur l'avenue Colonel Tshatshi, dans le cosu quartier de la Gombe. Chargé fin novembre par son ministre d'aller inspecter « les travaux préparatoires d'un important rendez-vous national, mais aussi constater l'état d'avancement des chantiers



À Masimanimba, sur la Nationale n°1, accueil par la population mobilisée par l'Honorable Yerkis Muzama Muzinga. DR.

d'infrastructures en construction » dans plusieurs territoires de l'espace Grand Bandundu alors que la XIIIème Conférence des gouverneurs précédemment annoncée pour s'ouvrir le 3 décembre, stressait tellement les politiques, le Sénateur a atterri sur la piste de Basoko, l'aéroport national de Bandundu, avant de prendre le dimanche 30 novembre la route nationale n°1 pour aller visiter des projets à Kenge, capitale de la province du Kwango, puis ceux du territoire de Masi-manimba, dans la province du Kwilu. Dans sa suite, on comptait des conseillers du cabinet du ministre des ITPR et des experts des études de faisabilité, le ministre des

Travaux publics de la province visitée, le responsable provincial de l'Office des Voiries et Drainage, OVD en charge de la voirie, le directeur de FONER et de l'Office des Routes de la province, etc.

CES ANNONCES FONT JUBILER.

Dans les espaces visités, mobilisation et liesse étaient au rendez-vous. À Bandundu ville, la population massée à l'aéroport Basoko a accompagné à pied « le fils du coin » jusqu'au Gouvernorat où le sénateur a présenté ses civilités au gouverneur, le Dr Philippe Akamituna Ndolo. Le sénateur a annoncé quelques nouvelles attendues par la population de l'espace Grand Bandundu : la

reprise des travaux de réhabilitation de la RN17 allant de Mongata à Bandundu ville, arrêtés à la suite de la milice Mobondo, des projets routiers à Kikwit et à Bulungu où les voiries urbaines en plein chantier. Accueilli à Masi-manimba par une population mobilisée depuis le petit matin par le député provincial, l'Honorable Yerkis Muzama Muzinga qui avait fait le déplacement, le sénateur a été accompagné à pied en musique et danses jusqu'à un terrain face à l'hôpital général de la cité, le long de la RN1, où il a fait rêver par ses annonces. Parmi les projets retenus par les ITPR: la route qui va du chef-lieu du secteur de Pay Kongila à la

ville de Kikwit, basée dans le secteur de Bulungu, celle qui part du village de Mikambu sur la NR1 et conduit à l'hôpital de Bonga Yasa, dans le secteur de Mokamo, la route qui commence à Mikambu et va à la localité de Lumbi, qui abrite une mission catholique célèbre, et, last but not least, la route conduisant à Dunda, sur la rivière Luie, prenant cours depuis la RN17, à quelques encablures de la localité de Masamuna. Mais la cité de Masi-manimba ne restera pas sans projet. Le chef-lieu qui porte le nom de son territoire va être doté de 4 kms de voirie. Le député Yerkis Muzama Muzinga a avoué être aux anges. Dans le paquet d'annonces faites à Masi-

manimba par le Dir-Caba - Directeur de cabinet adjoint - du ministre John Banza Lunda, se trouvent deux ou trois projets qu'il avait vantés et réclamés lors d'une prise de parole dans un débat de plénière de l'Assemblée provinciale du Kwilu, à Bandundu ville. Signe évident qu'il avait été entendu dans la capitale par les autorités nationales et que sa voix porte. À l'étape de Kenge, le sénateur avait procédé à une série de visites d'inspection, dont les têtes d'érosion qui menacent plusieurs habitations. Au point kilométrique 276+600 de la RN1, jadis fragilisé par la stagnation des eaux, il a salué les travaux réalisés par l'Office des Routes et

l'entreprise chinoise Sinohydro, financés par le Trésor public et la Banque Africaine de Développement, BAD. « Nous avons constaté avec satisfaction que la chaussée a été réhabilitée et que les travaux du collecteur se poursuivent », a déclaré le sénateur. Lors de cette mission d'itinérance, Papy Labila Nkalim a félicité la province du Kwilu pour son soutien au président de la République, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo. « Je remercie la population pour avoir voté massivement pour le président Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo. Aujourd'hui, elle bénéficie des retombées de ce choix », a-t-il poursuivi.

D. DADEI ■

Ces trois grandes nouveautés qui font du bruit dans la technologie et l'univers du jeu vidéo

Mise en lumière de trois grandes nouveautés qui font parler dans l'univers du jeu vidéo et de la technologie. ASUS et Xbox lancent le ROG Ally X, une console portable Windows améliorée et le dispositif portable officiel de l'écosystème Xbox.

Il intègre Game Pass et Xbox Cloud Gaming, permettant de continuer des parties entre console de salon et portable, et supporte les jeux Steam, Epic Games ou Xbox sous Windows 11.

Apple dévoile l'iPhone 17 Pro, optimisé pour le jeu, avec la puce A19 Pro pour exécuter des jeux AAA localement, un écran ProMotion 120 Hz, un refroidissement par chambre à vapeur, et la compatibilité GeForce Now, Xbox Cloud et DualSense.

Google présente le Pixel Fold 10 Pro, un téléphone pliable haut de gamme avec processeur Tensor G4, écran OLED 7,9 pouces 120 Hz, charnière robuste, caméra IA de 50 Mpx, idéal pour la productivité et le divertissement.

Les ROG Xbox Ally et ROG Xbox Ally X sont désormais disponibles, prêtes à vous accompagner partout, pour avoir sous la main vos jeux, où que vous soyez. Conçues en partenariat avec ASUS et AMD, ces nouveaux appareils portables réunissent la puissance de l'expérience Xbox et la liberté de Windows, pour que vous puissiez jouer à votre manière, quand et où vous le voulez.

Chez Xbox, l'ambition est simple : offrir plus de liberté aux joueuses et joueurs pour qu'ils profitent de leurs jeux à tout moment. Les ROG Xbox Ally ont été pensées pour rendre cette expérience plus fluide, plus flexible et plus amusante que jamais. Votre univers Xbox vous suit où que vous alliez, votre bibliothèque, votre progression,



De ht en bas, de gauche à dr., le ROG Ally X de ASUS et Xbox, l'iPhone 17 Pro de Apple, le Pixel Fold 10 Pro de Google. DR.



vos amis et vos succès sont toujours à portée de main. Et pour la première fois, vous pouvez jouer à encore plus de vos jeux Xbox, y compris ceux issus des grandes plateformes PC Windows, le tout réuni sur un seul appareil. Que vous jouiez en local, en streaming depuis votre console Xbox, ou via le cloud, toutes les manières de jouer sont possibles ! L'enthousiasme pen-

dant la période de précommande a été incroyable et la disponibilité peut varier selon les revendeurs et le modèle choisi. Après plusieurs générations d'iPhone Pro testé pour Android, après les 15 Pro, les 16 Pro, et récemment le Pixel 10 Pro et le Galaxy S25 Ultra, chaque nouvelle sortie d'iPhone est abordée avec un certain scepticisme. Les évolutions sont souvent timides, les

révolutions rares. Mais rien de tel avec iPhone 17 Pro. Qu'est-ce qui va vraiment changer cette fois ? La première chose qui frappe, c'est ce design. Apple a pris des risques, et ça se voit. Fini le titane des iPhone 15 Pro et iPhone 16 Pro, place à un châssis aluminium plus massif avec ce fameux «plateau caméra». Ce qui est intéressant surtout, c'est de savoir si Apple a enfin



résolu les points noirs qui agaçaient sur les générations précédentes. L'autonomie moyenne du 16 Pro, la chauffe lors des sessions photo-vidéo intensives, cette impression parfois frustrante que l'iPhone Pro ne justifiait pas vraiment son surcoût par rapport au modèle standard, et enfin le zoom qui n'était pas au niveau de ce que l'on trouve sur Android. Quid du Pixel Fold 10 Pro ? Annonce : «Aujourd'hui, nous annonçons le Pixel 10 Pro Fold, notre téléphone pliable le plus durable à ce jour. Le Pixel 10 Pro Fold représente le meil-

leur de l'ingénierie de Google et est doté d'une nouvelle charnière sans engrenage, d'améliorations importantes de l'appareil photo, de performances incroyables et de nouveaux outils d'IA utiles propulsés par notre processeur Tensor G5. Matériel mis à niveau. Fabriqué en aluminium de qualité aérospatiale, ce téléphone au nouveau design épuré se décline en deux couleurs: pierre de lune et jade. Il est doté d'une nouvelle charnière sans engrenage deux fois plus durable que celle du Pixel 9 Pro Fold, et offre même un indice de protec-

tion IP68 contre l'eau et la poussière, une première pour un appareil pliable. Cela signifie que votre téléphone bénéficiera de la même protection que les autres téléphones Pixel 10. Nous avons également repensé l'écran Super Actua Flex pour le rendre plus durable. L'écran est conçu avec du verre ultramince et deux couches de pellicule antichoc pour une protection accrue contre les chutes. Ces mises à niveau, combinées à la nouvelle charnière, garantissent que le Pixel 10 Pro Fold peut supporter plus de 10 ans de pliage».



CECI S'APPELLE CERTAINEMENT UNE SALLE NOIRE DE MONDE QU'AUCUN AUPARAVANT N'AVAIT JAMAIS REMPLIE MAIS OÙ, EN PLEINE PÉRIODE D'INCERTITUDE, LE PARTI POUR L'ACTION-LE PARTI DU CRABE REFUSE DU MONDE. DR.



SUR LES BORDS DE NOTRE LUÏE, SUR NOS TERRES BÉNIÉS DU BANDUNDU, DANS LE MASIMANIMBA, DES VILLAGES ENTIERS SE VIDENT ET ENTRENT EN TRANSE À L'APPARITION DE YA KHALA (LE GRAND CRABE). UNE HISTOIRE VIENT DE COMMENCER. DR.

Escalade de Cadillac, mise à jour esthétique

Cette année 2025, le Cadillac Escalade reçoit une mise à jour esthétique notamment en réponse à son concurrent, le Lincoln Navigator. De plus, la version électrique de l'Escalade fait aussi son apparition.

Entre temps, le VUS pleine grandeur de luxe se commercialise en six déclinaisons : Luxe, Luxe haut de gamme, Sport, Sport platinum luxe haut de gamme, Platinum Sport et V. Ces mêmes versions s'appliquent également pour les Escalades à empattement allongé (ESV).

SE VANTER D'ÊTRE LE MEILLEUR.

Par rapport au Lincoln Navigator et le Jeep Wagoneer, l'Escalade propose un habitacle fort spacieux. « Toutes proportions gardées, c'est GM qui offre le meilleur espace intérieur. (Il s'agit) d'un trône qu'on a obtenu depuis l'arrivée d'une suspension indépendante, parce que dans le passé, on avait un essieu rigide à l'arrière qui faisait rehausser le plancher du coffre », explique un chroniqueur. De plus, l'Escalade demeure le produit le plus populaire de la catégorie. En chiffres, 2.848 unités ont trouvé preneur auprès des consommateurs canadiens en 2024. Aux États-Unis, ce nombre grimpe à 41.672 unités écoulées. « Beaucoup d'améliorations sont apportées au Cadillac Escalade pour 2025. La première que l'on constate est l'assistance à l'ouverture et à la fermeture des portes. (...) Il y a un moteur électrique qui permet de faciliter l'ouverture et la fermeture », mentionne le chroniqueur. Bien sûr, l'habitacle luxueux contient de nombreuses commodités et arbore une nouvelle planche de bord. Celle-ci intègre dorénavant un im-



Nul doute, l'Escalade constitue le porte-étendard de Cadillac depuis un quart de siècle. DR.

mense écran incurvé de 55 pouces qui s'étend d'un pilier à l'autre. Par contre, l'expert déplore le fait que malgré la taille imposante de la console, celle-ci possède peu d'espaces de rangement. Impressions au sujet du Cadillac Escalade 2025 ? « L'Escalade constitue le porte-étendard de Cadillac depuis un quart de siècle. Ne soyez donc pas surpris de voir débarquer cette année l'Escalade IQ, qui ne partage avec l'original que son nom et le fait d'être aussi clinquant que gigantesque. Bien

que nous n'ayons pu encore faire l'essai de cette version électrifiée, notre petit doigt nous laisse croire que l'intérêt pour l'Escalade « traditionnel » restera très fort. Après tout, l'an dernier en Amérique du Nord, Cadillac écoulait deux fois et demie plus d'Escalade que ce que Lincoln vendait avec le Navigator, et cinq fois plus que Jeep et son Grand Wagoneer. Pour ce qui est des modèles à essence dont il est question ici, hors de question pour Cadillac de se faire damer le pion par Lincoln, qui rafraîchit son Navi-

gator cette année. Voilà pourquoi l'Escalade passe lui aussi au bistouri, avec une refonte de milieu de cycle qui lui fait le plus grand bien. Il s'agit d'un véhicule davantage en harmonie avec le reste de la gamme ». Malgré quelques modifications esthétiques, la robe extérieure ne change que très peu pour 2025. On note un repositionnement des phares, un remodelage des pare-chocs et un nouveau dessin pour les jantes et des feux arrière. Typique d'un changement de mi-parcours. Cela dit, la partie avant

modernisée est très réussie, surtout pour les déclinaisons Sport/V-Series où le chrome cède sa place à un habillage noir lustré. D'ailleurs, la majorité des acheteurs canadiens préfèrent cette esthétique, alors que les services de limousines favorisent plutôt les modèles Luxe. Toujours offert en version standard ou ESV (allongé de 384 mm), l'Escalade dérive des Chevrolet Tahoe/Suburban et GMC Yukon, qui proposent pour leur part une mécanique de base moins poussée que la sienne. C'est qu'ici, le moteur de

base est un V8 de 6,2 litres produisant 420 chevaux. « Éprouvé et agréable, nous avons enregistré une moyenne de consommation avoisinant les 14 L/100 km après un trajet de 2.800 km combinant ville et route. Une consommation considérable et un tantinet plus élevée que celle des Jeep et Lincoln concurrents, qui font appel à des 6 cylindres turbo-compressés. Malheureusement, Cadillac laisse cette année tomber cet atout précieux qu'était le moteur Duramax diesel offert en option. Un

6 cylindres en ligne avec lequel le couple abondant était livré à un régime plus bas, pour une consommation abaissée de 30 à 35%, mais qui au-delà de tout ça, proposait un rendement des plus agréables. Dommage. Cela dit, l'avantage de Cadillac face à la concurrence, c'est l'Escalade-V. Une bête dotée d'un compresseur volumétrique, portant la puissance à 682 chevaux. Une mécanique très amusante pour quelques accélérations en ligne droite et qui siffle aussi fort qu'un train, mais qui fait grimper la consommation à près de 20 l/100 km. Et malheureusement, les qualités dynamiques de cette version de l'Escalade ne s'améliorent que peu, à part un freinage plus efficace. Considérez donc l'Escalade pour ses qualités de base (confort, technologie et espace) et pas pour les performances ».

C'est sans surprise que l'Escalade 2025 voit la taille de son écran passer de 38 à 55 pouces, à l'image de son frère électrique. Un exercice nécessaire, encore une fois pour ne pas souffrir de la comparaison avec Lincoln, mais aussi parce que le précédent écran comportait plusieurs lacunes, incluant une qualité graphique inégale. Désormais, ce moniteur à l'ergonomie améliorée s'étend sur la pleine largeur du tableau de bord. S'ajoutent un écran inférieur pour les commandes de chauffage/climatisation, de même qu'un sélecteur de vitesses numérique en remplacement du précédent levier, qui occupait un précieux espace sur la console. Feu vert. Bon comportement routier, confort remarquable. Poste de conduite fort impressionnant. Produit à maturité (qualité et fiabilité), grand choix de versions. Feu rouge. Abandon du moteur diesel, consommation délirante (Escalade-V). Moteur V8 de moins en moins compétitif. Très convoité des voleurs (pour l'exportation).



La différence d'âge compte-t-elle?

Dix, 15 voire 20 ans... En France, d'après l'Insee, à peine un couple sur dix est concerné par une différence d'âge d'au moins 10 ans. Au-delà des préjugés dont ces couples peuvent faire l'objet, quels impacts sur leur sexualité ?

Au sein d'un couple, un écart d'âge significatif peut potentiellement impacter plusieurs pans du quotidien, y compris la vie sexuelle. « Il n'existe bien sûr pas de généralités en la matière », recadre Emma Puech-Hélin, sexologue et pharmacienne à Paris. Laquelle met d'abord en avant « de potentielles différences de perception de la



Divergences potentielles susceptibles de créer des situations inconfortables. DR. sexualité ».

HISTOIRE DE LANGAGE.

Illustration, à travers une personne qui a découvert la sexualité dans les années 90 : « elle n'a pas évolué avec les mêmes normes qu'une autre qui l'a explorée dans les années 2000-

2010 », explique-t-elle, ce qui peut être source « de décalages sur des sujets comme le recours au préservatif ». Et d'ajouter, de la même façon, « au sein d'un couple dans lequel l'homme a une vingtaine d'années de plus que sa compagne, le sujet du

consentement peut être diversement apprécié : il peut ne pas avoir les mêmes réflexes pour le recueillir, ou laisser un espace pour en discuter ». Autant de divergences potentielles, susceptibles « de créer des situations inconfortables et des

problématiques en termes de communication, qui peuvent impacter l'épanouissement du couple », enchaîne Emma Puech-Hélin. Et pour cette spécialiste, de quoi créer « cette impression de faire l'amour avec une personne qui n'a pas les mêmes codes,

le même langage ». En termes de pratiques, elle fait également référence à des représentations culturelles qui ont évolué. Illustration avec le BDSM : « auparavant, il était volontiers stigmatisé. Alors qu'aujourd'hui, il l'est moins et tend à se rendre plus accessible dans l'imaginaire érotique des plus jeunes ». Au même titre que « la sexualité non pénétrative ». Pour la sexologue, « la sexualité est comme un langage qui évolue et s'enrichit de nouveaux mots, avec le temps. Il faut les appréhender ».

LIMITATIONS PHYSIQUES.

Enfin, la différence d'âge sous-tend d'éventuelles contraintes physiques, du côté du conjoint le plus âgé. Qu'elles soient asso-

ciées à des limitations articulaires, des troubles de l'érection, des troubles de la lubrification ou encore de la ménopause... « Ces sujets renvoient à la notion de performance », renchérit-elle. Autour d'une question : « vais-je être à la hauteur ? Avec une fois encore, le risque de perturber la relation par une anxiété et des émotions plutôt négatives ». Sans surprise, la clé d'un épanouissement réside dans le dialogue.

« Il convient de créer un espace de communication au sein duquel chacun peut formuler à l'autre ses attentes, ses doutes, ses questionnements », rappelle Emma Puech-Hélin. « N'oublions pas qu'une sexualité évolue en permanence et avec les deux personnes ».

Les fantasmes que ces dames recherchent le plus

Une étude sérieuse a dévoilé les fantasmes les plus partagés par les femmes infidèles. Et c'est très caliente ! Mes-sieurs, vous. Si l'infidélité reste un sujet tabou, elle s'accompagne souvent d'une vie fantasmatique particulièrement intense. C'est ce que révèle une récente étude menée par Glee-den, le site de rencontres dédié aux relations extraconjugales, auprès de 2.341 femmes ayant admis avoir trompé leur partenaire au moins une fois au cours des douze derniers mois.

Selon ce sondage, 62 % des femmes infidèles rêvent d'une relation sexuelle avec un inconnu. Ce fantasme, loin d'être rare, est associé à une



À travers ce fantasme, ces femmes cherchent à rompre avec la monotonie. DR.

envie de lâcher-prise total, d'aventure sans contraintes ni attentes. Ces femmes évoquent le plaisir de se sentir désirées

autrement, hors du cadre routinier du couple. L'inconnu représente la liberté pure, l'excitation de l'interdit et le frisson

de la nouveauté.

L'INCONNU.

À travers ce fantasme, beaucoup cherchent à rompre

avec la monotonie, à retrouver une part d'insouciance et à raviver une sensualité parfois éteinte par le quotidien. Le

second grand fantasme évoqué dans cette étude, partagé par 58 % des femmes interrogées, concerne les relations dans des lieux publics : un bureau, une voiture, une plage isolée ou même un ascenseur. Cette mise en scène du danger et du risque de se faire surprendre agit comme un puissant stimulant psychologique. Vient ensuite le jeu de rôles, mentionné par 42 % des participantes. Se glisser dans une autre identité, jouer la séductrice mystérieuse ou l'inconnue d'un soir permet d'explorer des facettes enfouies de soi-même et d'expérimenter de nouvelles dynamiques de désir. Des envies partagées par bien plus que les infidèles. Si ces fantasmes sont particulièrement présents chez les femmes infidèles, ils ne leur sont pas exclusifs. Une enquête relayée par Le

Point en juin 2025 et menée par l'institut Discurv montrait déjà que 65 % des Français rêvent d'un rapport avec un inconnu, 39 % de s'abandonner hors du lit conjugal et 37 % d'explorer des scénarios de rôle. Autrement dit, l'imaginaire érotique féminin ne diffère pas tant selon la fidélité, mais plutôt selon la liberté d'expression que certaines s'autorisent. Pourtant, le tabou persiste : 86 % des femmes interrogées avouent ne jamais avoir osé parler de leurs fantasmes à leur conjoint. Parmi elles, 66 % redoutent la réaction de leur partenaire. En revanche, 7 femmes sur 10 affirment aborder ces sujets librement avec leur amant. Un écart révélateur : plus qu'un simple désir d'infidélité, c'est souvent le besoin d'écoute et de liberté qui pousse à explorer ailleurs ce que le couple tait.

A-t-elle une histoire à raconter à l'Europe?

Le parti de Giorgia Meloni a ouvert, samedi 6 décembre 2025, Atreju - son grand meeting qui lui permet de vanter ses politiques à l'échelon national.

De nombreuses tables rondes sont prévues jusqu'au 14 décembre. Plutôt marginal à ses débuts, Atreju est devenu un événement incontournable en Italie. Il témoigne de l'installation de l'extrême droite dans le paysage culturel et politique italien.

L'IMPULSION DE DONALD TRUMP.

C'est sous l'impulsion d'une certaine Giorgia Meloni qu'est née Atreju, en 1998. La cheffe du gouvernement italien était, à l'époque, responsable de la section jeunesse du mouvement post-fasciste « Alleanza nazionale » (« Alliance nationale »). Depuis, cette grande kermesse politique, qui porte le nom du héros du roman Un jour sans fin, s'est inscrite dans le paysage politique italien. En 2018, le rassemblement Atreju a accueilli Steve Bannon, alors idéologue du président américain Donald Trump dans son premier mandat. L'année suivante, Viktor Orban, le Premier ministre hongrois, qui a répondu à l'invitation. Et, il y a deux ans, c'est Elon Musk qui fut la star du rendez-vous. Depuis l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite il y a trois ans, Atreju est devenu la vitrine d'une Italie décomplexée. Cette



C'est sous l'impulsion d'une certaine Giorgia Meloni qu'est née Atreju, en 1998. La cheffe du gouvernement italien était, à l'époque, responsable de la section jeunesse du mouvement post-fasciste « Alleanza nazionale » (« Alliance nationale »). DR.

année, l'événement va s'étaler sur neuf jours, une première. Il veut démontrer que la coalition des droites a gagné la bataille des idées. « Nous étions peu nombreux à croire en une Italie forte. Aujourd'hui, nous sommes la majorité », peut-on lire sur les affiches du rassemblement. De nombreux débats et tables rondes sont prévus pour évoquer l'Ukraine ou encore le Proche-Orient avec Mahmoud Abbas en invité d'honneur. Atreju verra aussi

la participation de nombreuses figures de l'opposition avant un discours final très attendu de Giorgia Meloni, le 14 décembre. Il faut dire que la présidente du conseil italien, un jour de samedi 20 septembre, est intervenue en vidéo, lors d'un événement organisé par Marion Maréchal. S'exprimant dans un français fluide, elle a tracé les contours d'une stratégie visant à transformer l'Union européenne de l'intérieur. Elle

a une histoire à raconter à l'Europe en général et un récit, voire des mots d'ordre, à transmettre aux droites françaises en particulier. Ce jour-là, la présidente d'extrême droite du conseil italien s'est adressée en vidéo au public d'un événement intitulé « La droite qui gagne », organisé par son alliée française Marion Maréchal, présidente de la formation politique Identité Libertés. L'assurance de la dirigeante d'extrême droite s'appuie sur

la stabilité exceptionnelle de son gouvernement depuis 2022 et sur la bonne tenue du budget en 2024, deux réussites dans un pays longtemps stigmatisé pour ses carences en la matière. Dans une France consumée par les crises et une Europe où les formations politiques traditionnelles trébuchent, cet apparent succès tranche à tel point que la présidente du conseil, venue de la matrice néofasciste, se présente désormais en modèle. « Giorgia Meloni est dans une position supérieure à tout autre représentant de la droite européenne », se félicite Francesco Giubilei, président de la Fondation Giuseppe Tatarella, liée à Fratelli d'Italia.

Le journal Le Soft International est une publication de droit étranger, propriété de FINANCE PRESS GROUP en sigle FINPRESS Groupe, FPG.

FINANCE PRESS GROUP
RCCM
KIN/RCCM/15-A-27926
Id. Nat.
01-93-N00932M

Le Soft International
Global site
lesoftonline.net
lesoft.be
Kin's
kin-s.net
LeSoftConcept
LeWebSoftConstruct
InterCongoPrinters
RadioTéléAction
Masimanimba.
Grand Bandundu
info@lesoft.be
SIP-AFRIMAGES
B-1410 Belgique.
Tél 00-32-488205666.
Fax 00-322-3548978.
eFax 00-1-707-313-3691

DIRECTEUR GÉNÉRAL.
Yerkis Muzama Muzinga.
Phone +243-818371479.

Directeur associé
Yves Soda.

RÉDACTION.
T. Matotu
D. Dadei
Alunga Mbuwa.

DIRECTION COMMERCIALE.
Phone +243-818371479.

Directeur de la publication.
Mankana Makasi.
AMP Agences et Messageries de la Presse Belge. Accords spéciaux.
Trends. Trends, Tendances. Le Vif/
L'Express. Knack.
© Copyright 2025 FINPRESS.
Imprimé à Kinshasa
InterCongoPrinters

Autorisation
de diffusion en R-DC.
M-CM/LMO/0321/MIN/08 datée 13
janvier 2008.



La Tour de Londres attaquée

La Tour de Londres, l'un des monuments historiques les plus populaires de la capitale britannique, est restée partiellement fermée, samedi 6 décembre 2025. Les joyaux de la Couronne impériale, abrités dans ce lieu et portés par Charles III le jour de son couronnement, ont été visés dans la matinée par un groupe de protestataires, qui ont jeté de la crème anglaise et du crumble sur la vitrine.

Quatre visiteurs habillés de noir ont lancé une boîte de crème anglaise et un crumble sur la Couronne impériale, le plus symbolique des joyaux de la Tour de Londres. Un acte symbolique et en forme de clin d'œil, car en anglais, « crumble » désigne le gâteau d'origine britannique, mais le verbe « to crumble » veut aussi dire « s'effriter ». Alors que des vigiles appelaient la sécurité face à ces débordements, deux jeunes personnes ont crié. Une femme a tonné : « La démocratie s'est effritée. Des personnes sans-abri meurent dans la rue,

c'est la période la plus dangereuse de l'année pour eux. Et pendant ce temps, les riches amassent de l'argent. C'est écoeurant. » À côté d'elle, un homme a renchéri : « Notre pays ne fonctionne plus. Nous venons aujourd'hui devant les joyaux de la Nation pour reprendre le pouvoir. Rejoignez-nous à Take Back Power. » Take Back Power est un tout nouveau groupe de désobéissance civile, lancé cette semaine. Ses membres réclament l'établissement d'une assemblée citoyenne et la taxation

des plus fortunés. Mercredi 3 décembre, quelques-uns d'entre eux avaient déposé des kilos de crottin devant le sapin de Noël du Ritz, un palace du centre londonien, pour dénoncer les inégalités. Les quatre personnes interpellées ce 6 décembre pourraient être poursuivies pour dégâts criminels et risquent l'incarcération. L'année dernière, deux éco-activistes ont été condamnées à 20 et 24 mois de prison pour avoir jeté de la soupe de tomate sur le tableau « Les Tournesols » de Vincent van Gogh.